PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

LA LUTTE DE CLASSES

ORGANE MENSUEL DU MARXISME RÉVOLUTIONNAIRE

NUMERO 51-52 - AVRIL-MAI-JUIN 1935

La Classe Ouvrière et l'Armée

Partis et Syndicats

En U. R. S. S., en Hollande

etc...

PARIS. En vente à la
Librairie du Travail
17, rue de Sambre-et-Meuse-10e

Abonnements : France : 1 an 20 frs - 6 mois 10 frs
Etranger : 1 an 30 frs - 6 mois 15 frs
Compte Chèque Postal : Naville - 1333-80 - Paris

2 r

La Lutte de Classes

N° 51-52 Secrétaire général : P. NAVILLE. Avril-Mai-Juin 1935.

SOMMAIRE

La classe ouvrière et l'armée (*J. Taber*). — Bibliographie sommaire sur les problèmes de la guerre. — Les partis, la politique et l'unité syndicale (*E.*). — La Commune et nous (*M. Manou*). — En U.R.S.S. : La suppression des cartes de pain (*E. Wollenberg*). — La nouvelle ère de démocratie soviétique (*L. Trotsky*). — Dans l'Internationale : Le Parti Ouvrier Socialiste-révolutionnaire en Hollande. — Les Livres : « L'Idée Socialiste » par H. De Man. — « Manifestes, thèses et résolutions des 4 premiers Congrès de l'I. C. » (*Braudo, Manou*). — A nos lecteurs.

La classe ouvrière et l'armée

Chaque jour depuis trois mois nous apporte dans la crise des systèmes impérialistes des menaces de guerre plus précises. Le capital financier de tous les pays se tourne de plus en plus vers la guerre comme seul moyen de résoudre sa crise. Les impérialismes allemand et japonais menacent directement la Russie Soviétique de leur désirs d'annexion. Les fascismes voient dans les préoccupations extérieures le seul dérivatif aux préoccupations intérieures. Les blocs se forment et se consolident. La France, l'Italie, la Grande-Bretagne, l'U.R.S.S. même parlent de leur volonté de défendre contre l'Allemagne hitlérienne la « paix » et la « civilisation ».

La bourgeoisie de notre pays accroît sa pression militariste. Sous le prétexte des armées neuves, deux ans de service sont imposés à partir de la classe 34-B. La classe 34-A fera dix-huit mois au moins. Et la classe 33, partie pour un an, restera trois mois de plus, après accord avec Mussolini.

L'« ARMEE NOUVELLE »

« La guerre est la continuation de la politique, par d'autres moyens », disait Clausewitz. Cela est vrai aussi dans le camp ouvrier : la politique d'un parti ouvrier en temps de guerre est la continuation de sa politique en temps de paix. Le « front populaire », la politique diplomatique de l'U.R.S.S., le « pacifisme » ouvrier, préparent la position du Parti communiste en temps de guerre. Pour l'instant, sans doute le P. C. a « protesté » contre ces mesures... en paroles. Il a appelé les ouvriers à réagir, mais sans ouvrir concrètement la lutte, sans donner aucun mot d'ordre aux soldats. Une fois les mesures décidées, rétroactivement, il organise des meetings. Avec le Parti socialiste, il fait signer des pétitions. Mais même dans cette forme d'action (?) il recule. Et le gouvernement peut continuer sans craindre de réaction à protéger les mobilisations fascistes et interdire les manifestations ouvrières (1).

Quant à la direction du Parti socialiste, sa position vis-à-vis de l'armée est toujours celle de Jaurès, exposée dans l'*Armée nouvelle*. Pour Jaurès, l'armée est la nation en armes. Son rôle est d'épargner à la France « l'humiliation de la servitude ».

La communauté nationale étant un fait, la France étant une démocratie, il est d'un devoir urgent pour chaque citoyen, pour chaque travailleur, de participer à sa défense : pas de guerre de conquête, mais défense du sol français et des institutions démocratiques : « Tout ce que la France fera pour ajouter à sa puissance défensive accroîtra les chances de paix dans le monde ».

Comment reconnaître la guerre juste, la guerre de défense nationale? Lorsque le gouvernement français aura manifestement cherché toutes les chances de paix, lorsque manifestement il ne sera pas l'agresseur. Alors le prolétariat doit participer à la guerre. Au contraire, dit Jaurès :

« *Qu'il* [le prolétariat] *menace sérieusement d'un acte de désespoir révolutionnaire, tout*

(1) Depuis que cet article a été écrit, les déclarations communes de Staline-Laval ont démasqué le chauvinisme latent du P. C. Pour ne citer qu'une de ses dernières manifestations, *Duclos* écrit dans l'*Humanité* du 21 juin : « *Staline a reconnu, et il a eu raison de le faire, le droit et le devoir pour notre pays d'assurer sa sécurité contre l'hitlérisme menaçant... Staline a parlé de sécurité et il a fort bien fait.* »
C'est du pur Renaudel — 1914 !

gouvernement assez insensé et coupable pour déchaîner un conflit sans avoir épuisé manifestement toutes les chances de paix, tous les moyens de conciliation arbitrale et sans avoir couvert la patrie du verdict d'approbation de la conscience universelle. » (*L'Armée nouvelle*).

Ces bases étant posées, et vu les moyens techniques dont on dispose, Jaurès estime que le seul type d'armée nécessaire et suffisant à la France est l'armée nationale, l'armée formé par la nation entière, au profit de la nation entière :

« *Ce qu'ils* [les travailleurs de France] *ont le droit et le devoir de demander, c'est que la nation organise sa force militaire sans aucune préoccupation de classe ou de caste, sans autre souci que celui de la défense nationale elle-même.* » (*Ibid*).

Ainsi l'armée doit être la nation armée, l'ensemble des citoyens, instruits rapidement au maniement des armes. Elle est donc en réalité constituée uniquement par les réserves, l'active n'étant que l'école, très courte, nécessaire pour enseigner aux citoyens leur rôle en temps de guerre. De la sorte, pense Jaurès, l'armée est armée nationale et non armée de classe, armée défensive et non armée offensive. Que la France soit attaquée, et l'armée se forme par la convocation de tous les citoyens. Telle doit être la position vis-à-vis de la guerre et de l'armée du prolétariat français :

« *Qu'il démontre donc par son activité allègre que s'il combat le militarisme et la guerre, ce n'est point par égoïsme peureux, lâcheté servile ou paresse bourgeoise, mais qu'il est aussi résolu et prêt à assurer le plein fonctionnement d'un système d'armée vraiment populaire et défensif qu'à abattre les fauteurs de conflit : alors, il pourra défier les calomnies, car il portera en lui, avec la force accumulée de la patrie historique, la force idéale de la patrie nouvelle, l'humanité du travail et du droit.* »

C'est toujours, lyrisme en moins, la position de la direction du Parti : coopération des Etats pour éviter la guerre, mais communauté et armée nationales pour la défense du « pays ». Cependant, sur la masse des exploités, la leçon de 1914 a passé : partis pour la défense de la nation, les ouvriers sont morts pour les intérêts impérialistes. Aussi la « gauche » socialiste est-elle forcée de dire : pour la défense nationale de la bourgeoisie, pas un homme, pas un sou! Type de la phrase pseudo-gauche qui cache en réalité une politique collaborationniste, grâce à cette restriction : ... mais si le fascisme attaque notre démocratie, nous devons la défendre. Ce qui permet à Léon Blum, lors du débat à la Chambre sur les deux ans, d'apporter le concours du prolétariat à la bourgeoisie française dans sa lutte contre l'impérialisme allemand :

« *Je suit absolument convaincu que pour répondre à une agression caractérisée de l'Allemagne hitlérienne, tous les travailleurs de ce pays se lèveraient comme les autres Français.* » (*Vifs appl. à l'ext. g. et à g.*).

Tous les travailleurs français se lèveront pour défendre la République contre Hitler, comme en 1914 le Droit et la Civilisation contre Guillaume II ! Dès maintenant cela se traduit sur le plan diplomatique par le soutien de la diplomatie française, en accord avec la diplomatie russe : vote favorable du groupe parlementaire pour les accords de Rome, adjuration du *Populaire* au gouvernement de « couvrir la patrie », comme disait Jaurès « du verdict d'approbation de la conscience universelle ».

Et enfin, vis-à-vis de l'armée, ce n'est pas une opposition politique, une opposition de principe que professe la direction du Parti et la rédaction du *Populaire*, mais une critique technique qu'ils apportent. Les deux ans, le rabiot, ne constituent pas une simple augmentation de la pression militariste de la bourgeoisie, mais une tentative de l'Etat-Major de faire une armée propice à des « projets de conquête napoléonienne» fort mystérieux, dont on se demande ce qu'ils signifient dans la situation internationale. Pourquoi le *Populaire* est contre les deux ans? Mais, répondent Blum et Bidoux, parce qu'un an de service suffit pour assurer la défense nationale. Bien plus, le techicien militaire du *Populaire* affirme dans des articles retentissants que l'Etat-Major n'assure pas la sécurité, que les mesures suffisantes n'ont pas été prises, que la bourgeoisie française ne se préoccupe pas de la défense nationale, n'a pas compris, par exemple, l'utilité des périodes de réserve :

« *De nombreux esprits s'étaient élevés à ce sujet, contre la convocation des réservistes par classes séparées. Mais l'Etat-Major restant sourd à ces protestations, s'est obstiné jusqu'à l'année dernière, à ne pas vouloir convoquer des unités entières... Et il a fini par comprendre, mais très tard, la nécessité de convoquer des divisions entières, seule méthode permettant en cas de guerre un emploi rapide de l'armée nationale.* » (*Populaire*, du 25 mars 1935).

C'est là donc toute la position *anti* de la direction du Parti. La question que l'on pose est celle-ci :

« *Oui ou non, la prolongation du temps de service obligatoire procure-t-elle à la nation un surcroît de « sécurité », ou pour parler, plus exactement, un supplément de protection militaire?* » (L. Blum, *Populaire* du 29 mars).

Et comme le technicien militaire déclare que c'est non, on est contre les deux ans, parce que l'on est pour la défense nationale et contre les « projets de stratégie offensive » de l'Etat-Major.

L'on est pour la défense nationale, et par suite on ne saurait s'opposer aux projets « défensifs ». Vient en discussion le projet de prétendue défense passive, véritable loi scélérate, accordant au gouvernement des pouvoirs de police exceptionnels. Evidemment il est tout

de même un peu gros pour des socialistes de voter une loi d'état de siège, mais l'on s'abstient au vote de cette loi, qui ne rentre pas sans doute dans les projets napoléoniens de l'Etat-Major.

En bref la position de la direction du Parti est toujours, comme Jaurès : pour la défense nationale, contre l'offensive stratégique, pour l'armée nationale, contre l'armée de métier. Les deux ans sont en effet pour L. Blum le prélude de la constitution d'une armée de métier, que l'Etat-Major voudrait réaliser parallèlement à l'armée nationale :

Les deux ans déjà votés et l'armée professionnelle dont l'Etat-Major prépare le vote prochain, correspondent — comme ce fut le cas pour les trois ans en 1913 *— aux conceptions stratégiques les plus redoutables pour la défense et pour la sécurité du pays.* (*Populaire* du 29 mars).

Or déjà, avant que la question des deux ans eût été posée, Léon Blum avait écrit une série d'articles sur l'armée de métier dont nous menace, paraît-il l'Etat-Major. En quoi exactement cela correspond-il à la réalité?

L'ARMEE DE METIER

Ce sont les deux livres du lieutenant-colonel Charles de Gaulle *Au fil de l'épée* et *Vers l'armée de métier* qui ont soulevé cette question.

Considérant la situation géographique, industrielle, politique de la France, la « mentalité » des Français, l'état de la technique, et aussi la lourdeur, la lenteur à mobiliser et à se mouvoir de l'armée nationale, le lieutenant-colonel de Gaulle développe ce principe :

« *Le moment est venu d'ajouter à notre masse de reserves et de recrues, élément principal de la résistance nationale mais lente à réunir, lourde à mettre en œuvre et dont le gigantesque effort ne saurait correspondre qu'au dernier degré du péril, un instrument de manœuvre capable d'agir sans délai, c'est-à-dire permanent dans sa force, cohérant, rompu aux armes. Point de couverture française sans une armée de métier* » (1).

En réalité il vise non pas un supplément, mais un remplacement total de l'armée de conscription par une armée professionnelle. Il faut une armée qui dès le début d'un conflit, toujours prête, toujours entraînée, puisse porter le combat hors des frontières nationales, désorganise la puissance ennemie, écrase tout début de résistance.

En opposant cette armée de cent mille hommes à l'armée nationale à court terme, c'est en fait un changement de qualité de manœuvre qu'il opère. Il oppose à l'armée de fantassins actuelle une armée qui emprunte ses caractéristiques à la cavalerie : mobilité et puissance de feu. Il veut substituer à « la lente usure effectuée sur place au cours de la dernière guerre » un renouvellement des « opérations des grandes cavaleries de jadis », à une armée qui s'agrippe au terrain, une armée qui agit exclusivement par la surprise et la destruction.

« *La surprise, vieille reine de l'art, mise en rancart aussi longtemps que la vitesse manquait à la puissance va retrouver un instrument et, par conséquent, ses pouvoirs* » (2).

Or il est plus que douteux que dans cette controverse entre l'armée de cavalerie, professionnelle, et l'armée d'infanterie, nationale, l'Etat-Major et le gouvernement aient opté pour la première.

En fait, il est tout à fait probable que pour l'Etat-Major, après une première phase de guerre aérienne, une prochaine guerre soit encore une guerre d'attente, d'accrochage au terrain, de travaux de défense, de service de forteresse. Sans doute le début que l'on nous promet est une guerre de bombes à gaz et de bombes incendiaires, menée par une flotte aérienne, autonome de gros porteurs et de multiplaces de combat, Bloch 200 qui portent mille kilos à mille kilomètres protégés par une aviation légère de défense de monoplaces canon. Sans doute l'Etat-Major se préoccupe pous sa « sécurité » d'avoir une troupe de couverture suffisante et des hommes entraînés. Mais il ne paraît pas avoir l'intention, même après la motorisation complète de la 4e division de cavalerie, de créer et faire agir les divisons de Gaulle aux brigades blindées autonomes. Car matériellement l'autonomie, la mobilité extrême supposent la vitesse. Et en matière d'engins blindés, plus on veut augmenter la vitesse, plus on doit diminuer le blindage et plus on est ainsi exposé aux projectiles anti-chars, obus et balles de mitrailleuse de 13 et de 25. C'est pourquoi en fait actuellement le rôle de la cavalerie est toujours d'éclairer et de protéger l'infanterie, c'est-à-dire la masse des réserves.

Sans même parler d'ailleurs de l'évolution historique qui a fait passer de l'armée professionnelle à l'armée nationale, et qui a sa base dans les progrès de la technique et l'aisance et la facilité avec laquelle on détruit désormais les hommes par milliers, nous avons sous les yeux l'exemple de l'Allemagne.

Le traité de Versailles lui avait accordé précisément cette armée professionnelle de cent mille hommes. Sans doute elle disposait d'un matériel extrêmement réduit, suffisant seulement pour permettre à la bourgeoisie allemande et à ses laquais social-démocrates, d'assurer sa domination et d'écraser le prolétariat. Vient le moment où l'Allemagne veut et peut réarmer. Elle ne va pas se contenter de doter l'armée professionnelle restreinte des engins blindés et rapides chers au lieutenant-colonel de Gaulle. Parallèlement à l'équipement en matériel, elle cherche à étendre son armée, à faire rentrer le plus d'hommes possible dans ses cardes. En plus de la Reichswehr, des for-

(1) Ch. de Gaulle. *Vers l'armée de métier*. Berger-Levrault, p. 44.

(2) *Ibid.*, p. 156.

mations de police militarisée sont organisées très tôt; la Reichswehr enfle considérablement, ce qui permet le 16 mars dernier de détripler ses formations, et de faire sortir vingt et une divisions des sept autorisées par le traité de Versailles. Enfin Hitler, par la loi du 16 mars 1935, rétablit le service militaire obligatoire, l'armée de conscription, l'armée nationale, qu'avaient préparée en fait le Casque d'Acier, les S. A. et le Front du Travail.

Mais, prétend L. Blum, c'est pour exécuter ses « projets d'offensive stratégique », de « conquête révolutionnaire » que le commandement français veut cette armée de métier. Comment justifier une telle assertion? Comment cette résurrection est-elle possible?

Historiquement l'« épopée napoléonienne » avait pour rôle à l'extérieur de balayer « partout les institutions féodales, dans la mesure où cela était nécessaire pour créer à la société bourgeoise en France l'entourage dont elle avait besoin sur le continent européen » (K. Marx, *Le 18-brumaire*). A quoi correspondraient en Europe actuellement des « conquêtes napoléoniennes » de l'Etat-Major français?

Mais il y a plus. Matériellement une armée doit vivre. Elle doit être approvisionnée continuellement. Dans une certaine mesure, les armées de Napoléon pouvaient vivre sur l'ennemi : que leur fallait-il? Des vivres et des fourrages. Des vêtements, accessoirement. Relativement peu de matériel et de munitions. Il en va tout autrement aujourd'hui, où l'approvisionnement et le ravitaillement sont devenus des questions militaires de première importance. Déjà, lorsque l'armée de Napoléon ne rencontrait en pays ennemi que de la neige et des villes incendiées, comme en Russie, ou des fusils derrière chaque broussaille, comme en Espagne, elle n'avait que la ressource de se retirer. L'armée d'aujourd'hui consomme déjà dix fois plus de munitions qu'en 1914. Veut-on comparer les bataillons d'infanterie qui tirent deux mille balles de mitrailleuse et sept mille cinq cent balles de fusil-mitrailleur à la minute avec les carrés de la Garde?

En vérité, l'armée de métier n'est pas une armée de « conquêtes napoléoniennes »; elle ne peut etre utilisée que comme une armée de police. Elle pourrait être ainsi utilisée aux colonies, en Algérie, par exemple. C'est d'ailleur cette fonction de police qu'avait la Reichswehr, et qu'ont les armées anglaise et américaine. Mais on voit mal en Europe une petite armée de métier lâchée en territoire ennemi, qui serait vouée à la perte, si ses communications avec l'arrière étaient coupées.

*
**

Parallèlement aux craintes de L. Blum, il semble qu'il se produise actuellement dans le parti stalinien l'élaboration d'une doctrine « stratégique » de révolution par armées en colonnes dans les pays semi-coloniaux. C'est ainsi que la question a été abordée par deux articles de prétendue discussion pour le VII[e] Congrès de l'I. C. sur « la création de régions soviétiques intérieures dans les pays semi-coloniaux » (1). Cette « doctrine », sur l'exemple de la lutte en Chine, vise à pousser et à prendre en mains dans ces pays les mouvements paysans, à en forger une armée, et à renouveler, devant la démarcation géographique de la révolution et de la contre-révolution, « l'itinéraire chinois de la révolution ».

Cette étude des « conditions de création de régions soviétiques » par armées en colonnes, renouvelée de Pancho-Villa, est probablement une fantaisie intellectuelle de la rédaction de l'*I. C.* La doctrine élaborée se caractérise par son absence d'esprit de classe, et par sa méconnaissance complète du rôle du Parti. Parce qu'il s'agit de pays semi-coloniaux, croit-on pouvoir remplacer, pour l'établissement du pouvoir ouvrier, l'insurrection prolétarienne par la tactique d'une armée de mbétier, même composée de paysans et des cadres ouvriers? La tactique d'« évacuation permanente » dont parle l'auteur, « employée en 1924-1927 par les insurgés brésiliens (« *Colonna Prestesa* »), qui accomplirent, — fait sans exemple dans les annales militaires modernes, — un raid de cavalerie de 25.000 kilomètres », fut en réalité une fuite éperdue, imposée à une troupe par un adversaire qui ne lui laissait pas le temps de respirer. C'est que, déclare l'auteur, la Colonna Prestesa obéissait à une direction petite-bourgeoise, qui « ne sut pas grouper autour d'elle les grandes masses de la population laborieuse ». Mais pour lui, même sous la direction du Parti communiste, une armée de ce genre serait également au début obligée de reculer, avant de parvenir à « déclancher un mouvement révolutionnaire de masse » : cette « soviétisation » sans crise révolutionnaire, tout au moins sans la masse, est elle-même une conception assez petite-bourgeoise.

Quant aux besoins de cette armée, même primitive, obligée d'abord, par hypothèse, d'adopter la « tactique d'évacuation », ils ne sont vus que de très loin. En vérité le rôle projeté, pour une telle armée, comme le rêve de conquêtes napoléoniennes en Europe par l'armée de Gaulle que L. Blum prête à l'Etat-Major, est assez imaginaire. Mais de même que lorsque l'on parle du danger de l'armée de métier on évite de prendre position contre l'armée et la guerre, en « discutant » la création par armées en colonnes de régions soviétiques intérieures dans les Etats de l'Amérique du Sud, on s'abstient de parler de la position du P.C.F. et du « front populaire » dans la crise actuelle, et du défaitisme révolutionnaire dans la diplomatie soviétique.

DEFENSE NATIONALE, DEFENSE DE LA DEMOCRATIE, DEFENSE DE L'U.R.S.S.

Car désormais sous les prétextes de défense nationale et défense de l'armée nationale, défense de la démocratie ou défense de

(1) *L'Internationale Communiste*, n° 4, 20 fév. 1935.

l'U.R.S.S., le même coup qui a réussi à la bourgeoisie en 1914 se refait sous nos yeux.

En fait on parle moins désormais de défense nationale que de défense de la démocratie. De Zyromski à Blum, contre Hitler on met « sac au dos, et l'on prend le fusil ». Et c'est ainsi que l'on fait le front unique avec sa bourgeoisie, que l'on approuve sa politique extérieure, que l'on ne s'oppose pas à la prétendue défense passive, que l'on s'apprête à envoyer les ouvriers à une nouvelle boucherie.

Mais les directions bureaucratiques vont plus loin, et invoquent désormais la défense de l'Union Soviétique! « Sans mandat des camarades communistes » Blum s'engage pour l'ensemble des travailleurs français, mais Thorez ne dit pas le contraire. Et en réalité la politique extérieure de l'U.R.S.S. justifie les paroles de Blum. L'I. C. est toujours en paroles contre la défense nationale. Mais en fait? Quelle action est menée? Et d'ailleurs comment être contre la guerre impérialiste lorsque l'on n'est plus qu'une partie de la Société des Nations? Il y a contradictions absolue entre les pactes d'assistance mutuelle et le défaitisme révolutionnaire. Qu'Hitler attaque l'U.R.S.S., et que la bourgeoisie française, en vertu de son pacte avec les Soviets, ne soit pas fâchée d'engager contre l'Allemagne l'offensive sur le front occidental, comment croire que le P.C.F. soit toujours à ce moment pour le défaitisme révolutionnaire, la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, la chute de son propre impérialisme? Comment surtout réaliser cette politique, avec des ouvriers que l'on aura trompés sur la S.D.N. et les traités diplomatiques?

Pour nous la voie dans laquelle s'engage l'U.R.S.S. est criminelle. Nous sommes pour la défense de l'Etat ouvrier et des conquêtes d'Octobre. Mais la seule défense de l'U.R.S.S. est la révolution mondiale, spécialement la prise du pouvoir dans notre propre pays.

« La guerre est la continuation de la politique, par d'autres moyens ». Comment croire que l'on est pour le renversement de sa bourgeoisie lorsque l'on prépare l'union sacré avec elle? Ce n'est pas la démocratie que le prolétariat défendrait, mais, en luttant à ses côtés et sous sa direction, sa propre bourgeoisie. Le prétexte de défense de la démocratie ne doit tromper aucun travailleur. Il a servi d'abord vis-à-vis du fascisme italien. Or aujourd'hui les ouvriers envoyés par Blum au front se trouveraient au côté précisément des troupes italiennes. En fait chacun sait que ce n'est pas, à la « démocratie » française qu'en veut Hitler. En dehors de l'obligation de canaliser les énergies et les mécontentement des chômeurs allemands dupés, des buts impérialistes et des nécessités économiques existent d'un côté et de l'autre de la frontière, seuls buts et seuls effets d'une guerre éventuelle.

Pour les marxistes révolutionnaires, l'état de guerre ne change rien à la direction politique à suivre : renversement de l'Etat bourgeois. Si les ouvriers ne peuvent empêcher la guerre par la prise du pouvoir, leur lutte de classe continue. Sous la direction du Parti révolutionnaire ils doivent transformer la guerre impérialiste en crise révolutionnaire, sans égard à la défaite de leur propre impérialisme, et établir sur le pays leur domination de classe. Car qui n'a aucun intérêt commun avec la bourgeoisie en temps de paix n'en a aucun en temps de guerre. Telle est la voie qu'ont montrée aux ouvriers de tous les pays Rosa Luxembourg et Karl Libknecht et le Spartacusbund vaincu, Lénine et Trotsky et le Parti bolchevik victorieux.

L'ARMEE BOURGEOISE

Pour nous, nous n'avons pas à discuter de la meille organisation technique de l'armée en vue de la défense nationale, ni à faire une pure opposition théorique aux projets militaristes du gouvernement. Nous ne luttons pas contre les deux ans parce que le service d'un an suffit, mais nous luttons également contre le service d'un an, parce qu'il est au service de la bourgeoisie.

La discussion technique du *Populaire*, l'opposition aux deux ans et à l'armée de métier éventuelle, mais improbables, parce qu'un an et l'armée nationale suffisent à la défense de la démocratie, cette position traduit l'ignorance absolue de la direction du Parti du caractère bourgeois de l'Etat, son absence de position de classe, ou plutôt c'est un prétexte qui couvre la préparation de l'union sacrée.

Les ouvriers révolutionnaires sont politiquement opposés à l'armée, non parce qu'elle a telle ou telle forme d'organisation, mais parce qu'elle est l'armée bourgeoise, l'instrument de soutien de la classe ennemie, à l'intérieur et à l'extérieur des frontières nationales.

L'armée est le soutien de la bourgeoisie à l'intérieur. Elle est la partie principale de l'Etat, c'est-à-dire de l'instrument de domination de la bourgeoisie sur le prolétariat « de l'exploitation du travail salarié par le capital » (Engels). Dans sa composition, elle est commandée nécessairement par des officiers bourgeois, en liaison sociale et économique avec la grande bourgeoisie (voir Weygand et la Compagnie de Suez). Les prolétaires sous les armes sont tenus par une discipline de fer, abrutis et brimés, privés de tout droit, au contraire des officiers, dont certains sont notoirement fascistes. Dans son utilisation en temps de paix, elle est l'arme de dernier ressort au service du gouvernement dans les conflits du capital et du travail, économiques ou politiques.

L'armée est le soutien de la bourgeoisie a l'extérieur, dans sa concurrence et dans ses heurts avec les autres bourgeoisies nationales, avec les autres impérialismes. Elle est l'instrument de rapine, depuis un demi-siècle, du capital industriel et financier dans sa recherche de débouchés coloniaux. Elle est le prolongement (« par d'autres moyens ») de la diplomatie et de l'économie bourgeoises.

A l'intérieur comme à l'extérieur, elle pèse avant tout sur le prolétariat. C'est le prolétariat et les autres classes travailleuses, masse de la nation, qui lui fournissent les hommes, par années de service en temps de paix, par vies en temps de guerre. Elle est payée par l'impôt, et même elle constitue certainement la moitié des dépenses d'impôt. Or en définitive qui supporte l'impôt, sinon ceux qui ne peuvent l'imputer à aucun prix de revient, qui paient l'impôt avec leur travail, avec leur corps? Elle est payée par le prolétariat et les paysans.

L'armée est bourgeoise par son rôle, par sa direction, par ceux qu'elle frappe. Elle est la représentation la meilleure de l'Etat qu'elle soutient. Elle en conditionne et en indique la force, c'est-à-dire le degré de domination de la classe économiquement et politiquement au pouvoir sur la classe exploitée. Ainsi dans une période d'Etat affaibli, de dualité de pouvoir, cette dualité, cet affaiblissement ont leur reflet dans l'armée par un relâchement de la discipline et de l'autorité des cadres, l'élargissement des droits des soldats, leur organisation, la constitution de leurs comités. C'est la leçon de toutes les révolutions, de toutes les prises de pouvoir.

L'armée emprunte à l'Etat son caractère dialectique. De même que l'Etat, expression de la domination de la bourgeoisie, a revêtu une forme démocratique sous la poussée des masses exploitées, de même l'armée a acquis le caractère d'armée nationale, dès la Révolution française, et devant la nécessité d'entrer en lutte avec « l'ancien régime » dans l'Europe coalisée. Jaurès soutenait l'armée de conscription en tant que conquête démocratique. Et en vérité le double caractère de l'armée, instrument d'oppression et organisation armée de tous les citoyens, cette « conquête démocratique » du service égal pour tous doivent avoir la même utilité que les autres conquêtes démocratiques : celle de mettre à nu la lutte de classe, tout au moins de lui préparer un terrain favorable. Un tel terrain n'existe pas par exemple en Angleterre ou aux Etats-Unis, qui ne connaissent pas la conscription. Il doit être utilisé au maximum par les ouvriers révolutionnaires.

Pour ceux-ci, en effet, qui luttent pour le renversement de la classe dominante, pour la destruction de son Etat, la lutte contre l'armée doit être au premier plan de leurs préoccupations. Cette lutte anti, cette lutte de classe doit avoir pour but, en temps de paix et en temps de guerre, la désagrégation de l'armée bourgeoise, poursuivie parallèlement à celle de l'Etat.

Mais si la lutte contre les institutions bourgeoises est une nécessité, elle doit s'accompagner de la lutte contre les idéologies dont la bourgeoisie couvre ses intérêts. Pas de lutte anti possible pour le Parti ouvrier, contre la guerre sous toutes ses formes, contre l'armée sous tous ses aspects, s'il a dans ses rangs des partisans de la défense nationale, des défenseurs de l'armée de conscription. Un regroupement, un renouveau révolutionnaire s'opère parmi les ouvriers des Partis existants. La masse des exploités, la masse des membres de ces Partis est, d'instinct, contre la guerre, contre l'armée. Suivant l'exemple de Karl Liebknecht, « une lutte à mort » s'impose à eux contre les partisans de la défense nationale, interprètes conscients ou non des intérêts de la classe ennemie dans le mouvement ouvrier.

JEAN TABER.

Bibliographie sommaire sur les problèmes de la guerre

1. LÉNINE et ZINOVIEV : *Contre le Courant* (2 volumes).
   Recueil d'articles publiés entre 1914 et 1917. Ouvrage fondamental, au cours duquel sont examinées à fond, les positions du social-patriotisme, du centre, et des marxistes révolutionnaires. Les analyses de Lénine forment la base de notre plate-forme actuelle.

2. JAURÈS : *L'armée Nouvelle.*
   Conception de la défense nationale jauressiste, continuée par Blum, Paul Faure et Zyromski, et reprise maintenant par Staline et Thorez. A consulter.

3. Sur la position de *Marx et Engels*, consulter : RIAZANOV : *Marx et Engels* (Bibliothèque marxiste).

4. Sur la discussion de 1919-1920, consulter : *Procès verbaux du* CONGRÈS SOCIALISTE DE STRASBOURG (1919); *Procès verbaux du* CONGRÈS SOCIALISTE DE TOURS (1920) (Librairie du Populaire).

5. Sur la position communiste, voir :
   a) J. ROCHER : *Lénine et le mouvement zimmervaldien en France* (Bureau d'Editions).
   b) Différentes thèses des *Quatre Premiers Congrès de l'Internationale Communiste* (1919-1922). 1 vol. Librairie du Travail.
   c) SERVET et BOUTON : *La trahison socialiste de* 1914 (Bureau d'Editions). Contient des documents et appels du P. S. en 1914.

d) L'attitude du prolétariat devant la guerre (Bureau d'Editions). Recueil d'articles de Lénine et de l'I. C.

e) Thèses du VI^e Congrès de l'Internationale Communiste (Bureau d'Editions). Contient une longue thèse sur le problème de la guerre.

f) Déclarations de la Ligue Communiste, à la Conférence de Huyghens et au Congrès d'Amsterdam (1932). Dans LA LUTTE DE CLASSES, N° 40-41, juillet-août 1932.

Déclarations de la Ligue Communiste au Congrès de Pleyel (1933).

g) La IV^e Internationale et la Guerre. Thèses complètes sur la position des bolcheviks-léninistes face au réformisme et au stalinisme.

6. Sur le point de vue de l'I.O.S. consulter : *Procès verbaux du Congrès International de Vienne* (1932). Aucun ouvrage n'a été publié par la S.F.I.O. sur cette question.

Tous les ouvrages que nous avons cité peuvent être fournis par notre *Service des Livres.*

Devant l'unité syndicale

Les partis, la politique, et l'unité syndicale

Il y a un an, au lendemain des événements de février, les 2 grands partis ouvriers connaissaient une vie intérieure considérable. La crise sociale et politique qui s'ouvrait en France posa devant eux des problèmes qu'ils n'avaient pas su prévoir et auquel il n'avaient pas su répondre. La crise Doriot menaçait de briser la bureaucratie stalinienne dans le P. C. Une lutte ardente dans le P. S. permit la réalisation du front unique. Et seul la calme relatif qui suivit permit aux bureaucraties des partis de reprendre du poil de la bête.

Aujourd'hui, alors qu'au sein des partis on en est du point de vue de l'activité intérieure à un point mort, le mouvement syndical, avec un retard inhérent à sa structure et à sa composition est engagée dans une lutte intérieure que des années du régime organisé du baillon semblaient avoir bannie.

Le mouvement syndical, est aujourd'hui le centre le plus important de la vie ouvriere.

RENOUVEAU DE LA VIE SYNDICALE

Les problèmes qui seposent devant lui sont d'une importance décisive. D'un point de vue général il s'agit de reconstruire un syndicalisme unifié de masses, et d'organiser les relations entre syndicats et partis polittiques. Dans la perspective ces tâches impliquent également la lutte et l'écrasement du réformisme dans ses retranchements les plus solides en France, les appareils bureaucratiques de la C. G. T.

Il est inutile dans les cadres de cet article de faire un historique détaillé de ce renouveau de vie interne dans la C. G. T. Disons simplement qu'il existe déjà, une littérature considérable émanant de militants socialistes qui essaient de poser les différents problèmes du mouvement syndical en liaison avec les nécessités politiques. D'autre part un peu partout naissent des oppositions, sur la question du plan de la C. G. T., de l'unité syndicale etc...

Mais ce qu'il y a de nouveau dans ces ppositions c'est qu'elles naissent et se développent, dans les cadres généraux de la crise politique et sociale que traverse la France. On peut même dire que c'est là la cause profonde de leur développement. Une telle crise ne pouvait pas ne pas s'accompagner de manifestations profondes au sein de la C. G. T. Et c'est alors qu'apparut la politique confédérale pour le *Plan*, dont le but le plus clair était pour les dirigeants de regrouper leur troupes, de les reprendre en mains.

Mais, à la différence du P.O.B. en Belgique, la C. G. T. est loin d'englober l'ensemble des travailleurs français. Les partis S. F. I. O. et S. F. I. C. sont contre la politique du plan. C'est pourquoi cette politique ne donna pas aux dirigeants les résultats qu'obtinrent leurs frères germains les bureaucrates Belges. On n'ignore pas en effet les résistances qui se sont manifestées dans la C. G. T. contre cette forme nouvelle de la collaboration de classe.

D'autre part, la réalisation du Front unique entre les partis, faisait de ce front unique, le centre de la cristallisation de classe qui s'opère en France. Et cela, la masse de travailleurs confédérés le sent confusement peut-être mais en tout cas sûrement. Elle sait dans le combat actuel entre la bourgeoisie et la classe ouvrière, quand la première veut frapper sur la seconde elle frappe sur le « front commun ».

Dans une telle situation on peut penser, que les oppositions qui sont entrées dans une phase de regroupement, sont loin d'avoir un caractère accidentel. Elles ne sont pas non plus les anciennes oppositions à la majesté confédérale, à l'exemple du Comité de 22 qui n'ont jamais servi qu'à consolider l'emprise sur les syndiqués de la bureaucratie fédérale et confédérale.

Enfin, il est un facteur d'une importance dicisive, dans le développement des luttes à venir, c'est la croissance du mouvement gréviste.

Du point de vue de la lutte contre la bourgeoisie, dans les circonstances actuelles, des mouvements entraînant de larges masses de travailleurs dans la lutte peuvent être le point de départ de mobilisations ouvrières. Au cours d'une grève tout le problème politique et social se pose devant les travailleurs. Lénine a amplement montré l'importance de ces mouvements dans la lutte révolutionnaire. En quelques mois, les travailleurs peuvent faire les expériences auxquelles des années et des dizaines d'années de propagande n'ont pas suffi. Qu'on se rappelle 1919, les grandes grèves et la profonde inquiétude de la bourgeoisie atterée.

Du point de vue intérieur au mouvement ouvrier, les mouvements de grèves sont un champ excellent au recrutement syndical, il ne faut pas oublier que la C. G. T. du fait des grèves de l'après guerre passa à un effectif de 2.500.000 adhérents. Enfin, ces éléments nouveaux et sains, entrent directement en lutte contre la bureaucratie syndicale, l'expérience de l'après-guerre est encore là vivante. De plus, un tel afflux aurait pour premier résultat d'améliorer de beaucoup la composition sociale de la C. G. T. où l'élément fonctionnaire, et les éléments de l'aristocratie ouvrière dominent.

LES LUTTES OUVRIERES

Ces dernières questions sont tellement importantes qu'il est utile de s'y arrêter pour faire le point et donner une analyse des mouvements qui se sont déroulés cet hiver.

Depuis plusieurs années déjà, la bourgeoisie tend à opérer des diminutions massives dans les conditions de vie. C'est la politique de déflation. Les trois dernières années ont été marquées par la lutte contre les fonctionnaires. La bourgeoisie évitait durant cette période d'attaquer de front l'industrie privée. La première manche enlevée, les fonctionnaires battus, c'est maintenant l'offensive frontale contre l'industrie privée.

Les luttes qui ont eu lieu jusqu'à maintenant ont dans l'ensemble un caractère périphérique, elles ne se sont pas livrées dans les centres vitaux de l'économie. (Paris ou la région du Nord.)

La reprise saisonnière du printemps marque déjà un renouveau de ces luttes les cantonnera aux centres vitaux et aux branches décisives de l'économie. Ne parle-t-on pas de réajustement des salaires des mineurs? Le patronat textile de la basse Seine après son recul au moment de la grève du Roannais n'a-t-il pas repris ses prétentions de diminuer les salaires? Même dans la métallurgie où une saignée a été opérée (Citroën) le lock-out de chez Chenanrd et Walker ne va-t-il pas être suivi chez Renault et dans les autres bagnes? Il faut donc s'attendre à une offensive frontale du patronat.

Les travailleurs doivent se préparer à la riposte. Dans les luttes qui se sont déroulées, on a pu constater une combativité farouche des travailleurs. A *Roanne*, à *Trith St-Léger*, etc. les ouvriers ont tenu plusieurs mois avec une décision soutenue. Des exemples aussi typiques que celui des grévistes de Millau démontrent amplement la décision avec laquelle les travailleurs luttent. Les gantiers de Millau sont des artistes dans leur métier, par rapport à l'ensemble du prolétariat, leur conditions de vie étaient très supérieures, ces travailleurs gâtés jusqu'alors par la bourgeoisie ont lutté avec la dernière vigueur, et se sont battus avec les mobiles.

En ce qui concerne la question syndicale, les derniers mouvement ont été déjà dans une certaine mesure un coup de fouet bienfaiteur. Les mouvements de solidarité ont été admirables au cours des grèves de Roanne, de Millau, etc...

D'autre part, sur la technique même des grèves, leur direction, leur stratégie, d'amères critiques se font jour. En premier lieu, la C. G. T. a été absente des principaux mouvements. (Citroën par exemple.)

A la structure nouvelle du capitalisme de monopoles, correspond des formes nouvelles de lutte. Les petits mouvements localisés se heurtent automatiquement à un patronat trusté qui bat les résistances locales en détail. Les mouvements qui vont se dérouler doivent être envisagés avec une perspective large. Est-il utile de dire qu'on sourit dans les sphères confédérales à entendre les « petits fous » parler de grève générale contre l'offensive patronale? (1)

---

(1) Depuis que cet article a été écrit de nombreuses autres grèves périphériques ont éclaté, en particulier celle des Inscrits et personnel de la *Transat* au Havre, celle des *Cousettes*, à Paris, et celle de l'*Imprimerie Nationale* (Paris). Mais les organisations syndicales sont toujours restées sur la réserve en ce qui concerne l'extension nationale à donner à ces mouvements.

LA C. G. T. U.

La confédération Unitaire, est parvenue à surmonter la grave crise intestine qui s'y préparait jour en prolongement à la crise Doriot dans le P. C., par son tournant vers l'unité syndicale. Les rares éléments des oppositions du passé qui n'étaient pas allés rejoindre la C. G. T., se trouvèrent du même coup perdre toute base politique. C'est aussi que la fédération de l'enseignement qui avait été le centre d'opposition à la direction stalinienne dans les dernières années au dernier congrès tombait d'accord avec Monmousseau.

Du point de vue de l'activité interne la C. G. T. U. en est à un point mort. La direction opère et manœuvre sans gêne d'aucune sorte. C'est ainsi qu'elle a pu s'engager dans la politique dangereuse de syndicats uniques. Si dans les débuts cette politique pouvait se concevoir pour impulser un mouvement dans la C. G. T., par la suite, elle ne pouvait que servir de base de manœuvre à la bureaucratie de la C. G. T.

Si la C. G. T. est d'une composition sociale déficiente du point de vue politique, la C. G. T. U. elle, est plus ouvrière. Mais sa liaison, avec les masses qu'elle prône tant, est plus que défectueuse. Depuis le congrès de Bordeaux 1927 où elle comptait 525.000 adhérents, elle n'a pas cessé de décroître du point de vue des effectifs, et compte aujourd'hui au maximum 250.000 membres.

L'UNITE SYNDICALE

La politique de la C. G. T. depuis la scission peut se résumer en une phrase : « *Unité? D'accord, rentrez chez nous* » (Japy). La C. G. T. U. jusqu'à ce que Molotov a appelé la 3e période 1928-29, (« période de crises et de révolutions », où les ouvriers français étaient, parait-il, sur le point de prendre le pouvoir,) a défendu une politique d'unité syndicale conséquente dans l'ensemble. Réclamant la tenue d'un congrès de fusion, et la liberté d'expression aux tendances. Allant même (1927) jusqu'à accepter la procédure *Jouhaux* de rentrée en bloc dans la C. G. T. Et seule à cette époque, l'intransigeance des réformistes quant au droit de tendance arrêta les unitaires.

Depuis la IIIe période, ce fut la folie ultra-gauchiste des « *grèves politiques de masses* » etc. où les ouvriers, confédérés devaient, (Lozovsky, dixit) adhérer en bloc à la C. G. T. U. et réaliser ainsi, *l'unité syndicale de classes, à la base.*

Depuis le dernier tournant de l'I. C., pour le front unique d'organisation, la C. G. T. U. a accompli un tournant parallèle dans le domaine de l'unité syndicale.

Et ce sont des multiples porpositions de fusion de la C. G. T. U. à la C. G. T. Propositions s'accompagnant de la « réalisation » de syndicats uniques. La direction confédérale de *Jouhaux* dans une première période s'abrita derrière la motion de *Japy* améliorée au congrès de la *Mutualité* (1933). Elle dut céder devant la pression des fédérations et accepter une certaine procédure de fusion. Il est inutile de reprendre en détail toutes les phases des discussions de sommets qui eurent lieu. En bref, pour résumer la situation actuelle, on peut dire que les discussions autour de la question de l'unité syndicale, tournant autour de l'unique question du droit de fraction.

Et une discussion doctrinale (?) de laquelle l'unité ne peut pas avancer d'un pouce (on en est là depuis les 2 C.C.N. d'ocbre 1934) a lieu. Les unitaires affirment pour les partis politiques le droit d'organiser des fractions syndicales, et les confédérés le contestent.

Comme toujours, ce genre de controverse entre bureaucrates cachent des problèmes entièrement différents. Il faut en dire quelques mots avant de passer au problème des relations entre syndicats et partis politiques.

Du côté de la bureaucratie cégétiste, l'unité syndicale apporterait des forces nouvelles à l'opposition syndicale qui se fait jour dans la C. G. T. Elle compromettrait encore des positions déjà compromises. Les sommets bureaucratiques de la C. G. T. sont contre l'unité. Et lorsque les questions en discussion seront règlées, si elles le sont un peu, alors on en trouvera d'autres et après cela d'autres encore, si toutefois un mouvement intérieur de masse ne se fait pas jour.

Dans la C. G. T. U. le problème est plus complexe. Les dirigeants se guident uniquement sur les nécessités toute circonstancielles de la politique internationale de l'U. R. S. S. La réserve avec laquelle ils agissent semble devoir cependant disparaître bientôt du fait du regroupement impérialiste qui l'accomplit (1).

L'INDEPENDANCE DU SYNDICALISME

Du point de vue historique, le problème de l'indépendance du syndicalisme s'est posé internationalement. En Angleterre par exemple, où cela procédait du fait que les travailleurs n'étaient pas parvenus à comprendre la nécessité d'un parti de classe. Jusqu'à la constitution du *Labour Party* à la fin du siècle dernier. On retrouve encore cette forme « d'indépendance » en Amérique.

En France le problème s'est posé tout autrement. On pourrait presque dire que dans ce pays, les travailleurs avaient compris le sens de leur mission historique, la nécessité pour eux de jouer un rôle polittique, avant même d'avoir pu construire de fortes et solides organisations. C'est là un des côtés les plus importants des drames de 1848, et de la Commune de Paris.

Après l'écrasement de la Commune, le mouvement à partir de 1876-77 commença à se reconstruire en banissant, toute prétention politique pour se cantonner strictement sur le

(1) A mi-juin, la C.G.T.U. a proposé un nouveau texte qui condamne les fractions organisées au sein de la C.G.T. Cet « obstacle » enlevé, la réalisation de l'unité ne doit plus être qu'une question de temps.

terrain économique. Mais cela ne devait être que passager et dès le congrès ouvrier de *Marseille* la classe ouvrière cherchait à affirmer ses profondes aspirations de classe. Cela fut essentiellement le fait de Guesde et des premiers partisans Guesdistes. Ces derniers devinrent rapidement le noyau actif du mouvement ouvrier. Construisant côte à côte syndicats, sections politiques, coopératives, mutuelles. Le mouvement français semblait devoir prendre la forme que devait prendre par la suite le P. O. Belge. Si donc on va chercher dans les véritables traditions de notre mouvement ouvrier on est loin de la conception que cherchent à imposer les bonzes de la C. G. T.

Par la suite, du fait de l'opportunisme du mouvement socialiste, l'anarchisme connut un regain considérable. Alors que les parlementaires se complaisaient dans leur action pour n'en pas sortir, les anarchistes, eux, devinrent les véritables organisateurs du mouvement. On cite, par exemple, des faits de ce genre : dans telles villes où existaient de fortes organisations, après la conquête municipale ces organisations semblaient désormais inutiles, disparaissaient presque complètement.

C'est à cette tradition-là, qui n'est certes pas la tradition du prolétariat français que se réfèrent les bonzes cégétistes lorsqu'ils parlent de l'originalité du mouvement ouvrier français.

C'est dans ces conditions que la charte d'Amiens vit le jour. Elle représentait la réaction du prolétariat révolutionnaire de France contre l'opportunisme du socialisme.

L'ECONOMIQUE ET LE POLITIQUE

Trotsky a pu dire « *La politique, c'est de l'économie concentrée* ». C'est là lumineusement énoncé un des théorèmes fondamentaux de la science révolutionnaire. Une telle chose ne devait pas être à démontrer aujourd'hui.

A quoi sert la politique pour la bourgeoisie, en quoi elle se concretise, son Etat, sa presse, ses partis, si ce n'est pas à préserver ses privilèges économiques, le système du profit et de l'exploitation? Pour la classe ouvrière, où s'arrête l'économique et commence le politique? Quand au cours d'une grève revendicative les ouvriers se battent avec la police et chassent les *jaunes* des *ligues civiques*, ne posent-ils pas du même coup tout le problème politique et social? Le problème de l'Etat de classe qu'il faut abattre.

D'ailleurs la C. G. T. ne pose plus aujourd'hui le problème de cette façon. En effet pour ce qui est de faire de la politique on peut dire qu'elle ne fait que cela. Son *Plan*, sa collaboration à différents organismes économiques, sont les centres principaux de son activité. D'ailleurs la grève du 12 février n'était-elle pas uniquement une grève politique?

On dit maintenant « *la C. G. T. doit être indépendante des partis politiques* ». Cette formule restrictive est une atteinte importante au texte de la Charte d'Amiens.

Avant de passer aux problèmes des fractions, il est bon d'examiner les raisons qui guident la C. G. T. dans cette attitude.

En premier lieu rappelons qu'en certaines périodes, la C .G. T. et la S. F. I. O. se sont retrouvés côte à côte. Sur la tombe de *Jaurès*, au moment de l'union sacrée, *Léon Jouhaux*, oublia la Charte d'Amiens. *Albert Thomas* membre éminent de la C. G. T., et également député socialiste fut ministre des armements pendant la guerre. En un mot pendant l'union sacrée l'accord du parti et de la C. G. T. fut idylliquement étroit. La C. G. T. ne devait se rappeler la Charte d'Amiens que devant la poussée révolutionnaire qui fit passer le P. S. à la III[e] *Internationale*.

Aujourd'hui la C. G. T. cherche à jouer dans le développmeent de la situation politique en France un rôle propre. On a pu dire que la C. G. T. formait un 3[e] parti ouvrier. Cela est vrai. On veut, s'opposant à la révolution prolétarienne comme au fascisme créer une base nouvelle à la démocratie bourgeoise. D'où cette opposition au P. C. comme au P. S.

LES FRACTIONS

Pour justifier la collaboration entre la C. G. T. et le parti nous ne nous contenterons d'en démontrer la nécessité par l'argument circonstanciel (d'ailleurs fort juste) de la réalisation de l'unité d'action entre les partis ouvriers. Le problème est en réalité plus large, c'est la conception même du parti et des syndicats qui est en jeu.

Le parti est l'organisation qui représente les intérêts généraux de la classe ouvrière, c'est également le moyen de faire passer ces mêmes intérêts dans la réalité vivante. Le parti est donc l'organisation des éléments les plus actifs, les plus clairvoyants du prolétariat. Le syndicat, est une organisation plus large, devant englober la masse, l'ensemble des ouvriers, sa plate-forme est évidemment moins délimitée et son rôle plus élémentaire si on peut s'exprimer ainsi, que celui du parti.

Cependant, fondamentalement, étant donné que l'un et l'autre des organismes sont des organismes de la même classe, leurs intérêts ne s'opposent pas mais se confondent. Envers le syndicat, le parti a automatiquement un rôle de guide, de phare. Et d'ailleurs cela peut être constaté journellement; les militants du parti se trouvent être les plus actifs, et avoir le plus d'autorité sur les ouvriers.

Ainsi donc, du point de vue de principe la collaboration entre les 2 organisations fondamentales de la classe ouvrière se justifie pleinement.

Cela ne veut pas dire, que l'une et l'autre doivent être confondues. L'expérience Belge est déterminante. Organiquement les 2 organisations doivent être indépendantes, avoir leur vie intérieure et leur élaboration spécifique.

Justement dans ce dernier domaine il y a

action et réaction et cela a tous les échelons des organisations. Et c'est là ce qu'il faut organiser. C'est là-dessus que vient se greffer le problème des fractions.

Ceux qui comme le camarade Dollet, ou le citoyen *Dumoulin* (celui-là même qui fut le praticien de la scission syndicale en 1921) pensent comme nous qu'il faut organiser les relations entre la C. G. T. et le parti vers une collaboration, ne voient dans cette collaboration, que l'organisation concertée de l'action devant les nécessités politiques de l'heure.

C'est là un côté important du problème, mais nous croyons que même de ce point de vue, une collaboration qui se limiterait à des entrevues entre directions, à des décisions communes, seraient insuffisantes. Il faut, en réalité, lier les 2 organisations à toute la vie du mouvement, et que les décisions prises soient le fruit d'une élaboration interne, soit la sublimation des nécessités de la classe ouvrière.

C'est pourquoi nous sommes partisans du système des fractions. Les socialistes à l'intérieur des syndicats représentent l'élément avancé de la classe. Une plate-forme politique commune les lie.

D'autre part admettre le principe de la collaboration entre les organisations syndicales et politiques, sans permettre à tous les échelons d'organiser cette collaboration, en un mot sans s'appuyer sur une base, c'est permettre toutes les manœuvres bureaucratiques.

Le Parti doit avoir dans le domaine syndical, comme dans tous les domaines de la vie, une politique propre. Elaborée par tout le parti et en premier lieu par les syndiqués membres du parti. Il se peut, et nous arrivons là à l'expérience désastreuse du stalinisme, que le parti devienne ainsi, le noyeau dirigeant de la confédération syndicale. Ce fut le cas pour la social-démocratie allemande et le P. S. espagnol. Et cela est-il un mal en soi? Bien au contraire, si ce parti représente les intérêts généraux de l'ensemble de la classe.

Le P. C. a fait proclamer au congrès de la C. G. T. U. en 1929 qu'il en était le parti dirigeant. Mais l'erreur du P. C. ne résidait pas tellement en cela, qu'en la manière dont ce principe fut appliqué, et nous énoncerons à la lumière de cette expérience les règles qui doivent être à la base de l'activité fractionnelle du parti dans les syndicats.

En premier lieu ce que décidait la fraction, devait dans l'esprit du stalinisme suffire à régler la vie du syndicat. Nous pensons au contraire *que la fraction ayant pris position, la décision en définitive revient à la masse des travailleurs syndiqués.* Une application mécanique des décisions fractionnelles a pour effet de couper les militants du parti de l'ensemble des syndiqués.

D'autre part, au sein même de la fraction une élaboration est nécessaire. *Dans les cadres généraux de la politique syndicale du parti, la fraction doit élaborer les formes concrètes adéquates à la corporation, à l'esprit général des syndiqués etc.*

Et enfin, la politique générale du parti dans les syndicats doit être discutée par l'ensemble du parti. En effet, nous avons dit plus haut qu'il devait y avoir entre les syndicats et le parti, action et réaction dans leur élaboration spécifique.

Voilà nous semble-t-il à la lumière des expériences historiques les règles qui doivent présider à l'activité syndicale du parti prolétarien.

QUELQUES OBJECTIONS

Avant de conclure, jettons un coup d'œil sur les objections courantes.

Et d'abord, l'argument sentimental : « *Les fractions sont les embryons de deux syndicats nouveaux, elles sont causes de scission, voyez* 1920-22 ». Il est faux de dire que ce sont les C. S. R. (comités syndicalistes révolutionnaires) qui après la guerre firent la scission. Ce furent au contraire les bonzes réformistes menacés qui la firent. Ensuite, cette expérience des C.S.R. montre justement la nécessité de fractions conséquentes. Les bonzes purent manœuvrer et opérer la scission essentiellement du fait de la confusion politique des dirigeants des C. S. R. Si une minorité même faible, avait su jouer le rôle de guide politique alors peut-être la scission ne se serait pas opérée.

Autre argument : « *les discussions politiques ne doivent pas se retrouver dans les syndicats* ». Si on donne au mot politique, le sens mesquin que lui donnent les anarchistes, à savoir cuisine électorale, discusion sur des personnalités etc. cet argument est entièrement juste. Mais si la politique, signifie discuter des questions de vie ou de mort pour le prolétariat, alors cet argument est incompréhensible.

Autre argument : « *Vous créez par ce système deux catégories de syndiqués* ». Cela est vrai mais n'est-ce pas là l'expression même de la réalité? N'est-ce pas les militants des partis qui sont toujours et partout les plus ardents et les plus actifs. Et cette division prend figure de division suivant la valeur personnelle des syndiqués.

Autre argument : « *Tout ce que vous dites semble juste, dans l'abstrait, mais il est de fait que l'originalité, la tradition du syndicalisme français commande qu'il n'y ait pas de fraction* ».

De quelle tradition s'agit-il, de celle du socialisme, du Guesde de 1880 à 1900 ou de celle de la dégénérescence électoraliste du socialisme?

Les C. S. R. dont nous avons parlé plus haut n'étaient-ils pas également l'œuvre de militants anarchistes? Et d'ailleurs comment des militants ouvriers peuvent-ils imaginer impulser un mouvement, sans une concertation à la base, c'est à dire sans une fraction? Vous n'avez qu'à voir les plus enragés parmi les anti-fractions, n'est-ce pas Jouhaux lui-

du prochain pouvoir prolétarien en Russie ne pouvait être différente en son essence de celui qu'avaient instauré les Communards parisiens.

Qu'est-ce donc que la Commune? Composée des délégués élus au suffrage universel par les habitants de chaque arrondissement de Paris, c'est une Assemblée à la fois législative, exécutive, judiciaire et militaire. Elle se différencie des Parlements bourgeois en ce qu'elle concentre en elle tous les pouvoirs, et que ceux-là mêmes qui la composent sont responsables devant leurs électeurs, et constamment révocables.

Le caractère prolétarien de la Commune réside en ce qu'elle est d'abord et essentiellement *internationaliste*. Dans son sein se trouvent des révolutionnaires étrangers (*Frankel*). Elle confie la charge la plus lourde : la lutte contre les Versaillais au Polonais *Dombrovski*. Ayant pris à sa charge la défense de Paris contre l'invasion prusienne, elle tend néanmoins la main aux travailleurs allemands, les appelle ainsi que tous les exploités du monde entier à secouer le joug de leurs oppresseurs, et à suivre son exemple pour établir une Commune universelle.

Le prolétariat au pouvoir ne se borne pas à reprendre des mains de la bourgeoisie la forme d'Etat que celle-ci lui abandonne. Son premier geste est au contraire de briser l'appareil répressif et bureaucratique nécessaire à la bourgeoisie pour mâter les classes exploitées. La Commune supprime la police, l'armée permanente, la magistrature. Ce n'est qu'à cette seule condition comme le souligne Lénine que peut être scellée une alliance durable entre les couches populaires (ouvriers, paysans, classes moyennes) et établie une démocratie solide capable d'effectuer la transformation sociale.

Parallèlement à ce travail de destruction de l'appareil d'Etat bourgeois, la Commune établit le pouvoir du prolétariat, en remplaçant l'armée permanente par *le peuple armé* (premier décret de la Commune), car elle sait qu'elle ne peut compter pour sa défense que sur les fusils des prolétaires, en substituant aux fonctionnaires tarés et concussionnaires du Second Empire des fonctionnaires élus, responsables, amovibles et payés au tarif d'un salaire normal de travailleur, en établissant ce que Lénine appelle « un gouvernement à bon marché ».

Elle montre *son caractère socialiste* en allégeant la condition des ouvriers (suppression du travail de nuit pour les boulangers) et en confiant les usines à des coopératives ouvrières réunies en confédérations. Elle cherche l'alliance des paysans (manifeste aux paysans), sachant que ce n'est pas l'Assemblée des « ruraux » qui représente la paysannerie française. Elle appelle les classes moyennes à lutter aux côtés des ouvriers (moratoires pour les commerçants). Elle rallie tous les exploités autour d'elle par ses mesures sur la remise des dettes et des loyers.

En un mot le prolétariat au pouvoir montrait qu'il ne substituait pas au pouvoir de caste de la bourgeoisie, un autre pouvoir de caste spoliateur et égoïste, mais qu'il n'était que l'agent d'exécution de l'immense majorité laborieuse du pays qui entendait prendre elle-même ses affaires en main.

LA COMMUNE ET NOUS

Nous qui bénéficions de la double expérience parisienne et russe, serions impardonnables si nous n'en tirions à notre tour des enseignements pour la période actuelle.

Si nous caractérisons cette période comme *pré-révolutionnaire* nous devons la confronter avec la période de naissance de la Commune, voir si nous sommes plus ou moins éloignés du but, et ce que nous devons faire pour nous en rapprocher le plus possible.

a) La naissance de la Commune.

Napoléon III fait prisonnier à Sedan, l'Empire qui croulait déjà de toutes parts s'effondra de lui-même, mais le pouvoir de la bourgeoisie ne tombait pas du même coup. Les masses populaires qui se portaient au Corps Législatif, et plus tard à l'Hôtel de Ville voulaient la République mais une République à la manière de 93. Elles y mettaient tous leurs désirs d'affranchissement social et ne la concevaient nullement comme un simple changement dans le personnel politique.

« On croyait qu'avec la République on aurait la victoire et la liberté », écrit *Louise Michel*. La foule armée crut le 4 septembre qu'elle avait effectivement instauré cette République-là. Elle comptait sans les politiciens bourgeois, laissés-pour-compte de Napoléon III, qui renouvelant le coup classique des révolutions passées, escamotèrent une fois de plus le pouvoir aux masses en instaurant leur « Gouvernement de la Défense Nationale ».

Cet escamotage de la révolution par les parlementaires bourgeois de gauche fut encore facilité par l'union soi-disant indispensable de tous les républicains contre l'ennemi prussien. Ainsi se formait une situation en bien des points comparables à la période qui ira de février à octobre 17 en Russie, période d'équilibre instable où le pouvoir conquis par le prolétariat est assumé par l'aile gauche de la bourgeoisie, mais où ni une classe ni l'autre ne possède à vraiment parler ce pouvoir. C'est ce que Lénine a appelé la « *dualité de pouvoirs* » formule que nous pouvons reprendre ici. Cette « dualité de pouvoirs » ne cessera pas, même avec l'élection de la Commune, mais beaucoup plus tard, quand la Commune prise à la gorge par les Versaillais rassemblera effectivement derrière les ouvriers et leur pouvoir de classe, l'unanimité de la population parisienne.

C'est un fait bien connu que les masses apprennent très vite en période de crise révolutionnaire. Les mêmes masses qui avaient crié : « Vive la République! » le 4 septembre s'aperçoivent qu'elles ont été frustrées de leur pouvoir, reviennent le 31 octobre et le 2 janvier

devant l'Hôtel de Ville en criant : « Vive la Commune ! ». Et par Commune elles entendaient *un pouvoir à elles,* capable de lutter aussi bien contre les Prussiens du dehors que contre les « Prussiens de l'intérieur », c'est à dire contre les Versaillais et le soi-disant gouvernement de Défense Nationale.

b) Les clubs et les Comités de Vigilance.

Parallèlement à cette activité visible des masses se produisait un profond bouillonnement intérieur. La population parisienne a dû subir les souffrances d'un long siège. Affamée, en butte au froid et décimée par la mitraille, elle est portée aux actes décisifs; elle veut en finir à la fois avec les Prussiens et le gouvernement de trahison. Ce mécontentement latent et permanent s'exprime dans les *clubs,* restes de la grande Révolution où ils avaient joué un rôle si important. Les clubs comme ceux de la *salle Favié* à Belleville, de la *Reine Blanche* à Montmartre, de la *rue d'Arras* près du Panthéon, réunissent des auditoires importants qui apportent leurs solutions, émettent des suggestions, sur la défense contre les Prussiens et les Versaillais.

Les meilleures propositions sont retenues par un bureau élu et permanent et présentées aux organismes responsables du gouvernement. Le club prend des décisions pour le quartier, les fait exécuter, vote des blâmes au gouvernement, donne son point de vue et agit pour tout ce qui concerne le quartier. En ce sens ce sont déjà des organismes élémentaires de pouvoir.

Plus intéressants encore sont les *Comités de Vigilance. Lissagaray* nous apprend que le 5 septembre, c'est-à-dire le lendemain de la proclamation de la République, « les hommes d'avant-garde voulant centraliser pour la défense et le maintien de la République les forces du parti d'action avaient invité les réunions publiques à nommer dans chaque arrondissement un Comité de Vigilance chargé de contrôler les maires et d'accueillir les réclamations ».

Là ne s'arrête pas leur rôle. Chaque Comité de Vigilance nomme des délégués qui forment un *Comité Central des vingt arrondissements.* Et si ce Comité Central n'a pas un rôle bien défini, il n'en agit pas moins immédiatement. Le 15 septembre il affiche un manifeste demandant : l'élection des municipalités avec remise de la police entre leurs mains, l'élection et la responsabilité de tous les magistrats, le droit de presse, de réunion et d'association, le rationnement des vivres, *l'armement de tous les citoyens, l'envoi de commissaires pour faire lever la province.*

Là mieux qu'à la Commune même, Assemblée entachée malgré tout de parlamentarisme et de « légalisme », se montre l'ébauche du nouveau pouvoir. Ces clubs et Comités annoncent déjà les Soviets de 1905 et de 1917.

*
**

Ce ne sont pas là les seuls organismes de pouvoir. A côté des clubs, des Comités de vigilance qui au même titre des représentants des masses envoient des délégués et prennent des dicisions existe encore un *Comité Central de la Garde Nationale.*

Les masses, ivres de la liberté nouvellement conquise, et tenant le pouvoir à portée de la main, réagissent naturellement d'une façon chaotique par la création de comités de toutes sortes, croyant suppléer par la quantité au manque de centralisation et d'autorité de la Commune.

La Garde Nationale représente le peuple armé. Elle est formée de tous les citoyens valides, ouvriers, bourgeois, artisans, et nomme elle-même ses organes de commandement. C'est le Comité Central de la Garde Nationale élu par l'ensemble des bataillons qui s'installe à l'Hôtel de Ville le 18 mars après le départ de Thiers.

S'il résilie ses pouvoirs et agit au nom de la capitale, lors de l'élection de la Commune le 26 mars, il n'en continue pas moins de jouer un rôle important, prenant à sa charge en particulier la défense de Paris contre les Versaillais.

On se rend compte par là du véritable défaut de la Commune : une floraison de pouvoirs de toutes sortes, également représentatifs des intérêts de la masse et se faisant concurrence, se gênant mutuellement, ua lieu qu'un pouvoir centralisé entre les mains d'une Assemblée unique eut pû sinon vaincre; du moins prolonger la résistance.

En somme, nous voyons que le mouvement spontané des masses lors de la Commune, s'exprime dès la proclamation de la République confisquée par les politiciens bourgeois, par la création d'un pouvoir à elles, auquel elles prennent part, et qui se concrétise en formations multiples : clubs, comités de vigilance dans les arrondissements, Commune, Comité Central de la Garde Nationale pour la ville entière. Ce pouvoir s'appuie sur les chassepots et les canons de la Garde Nationale c'est à dire sur le peuple armé.

LA SITUATION ACTUELLE

Nous aussi vivons à un moment où un pouvoir s'écroule, non seulement un pouvoir politique, mais un pouvoir économique et social. Le capitalisme est arrivé à sa dernière heure. Il ne peut plus se survivre qu'en se faisant plus exploiteur et plus tyrannique. A nous de lui donner le dernier coup qui l'achèvera.

Mais à la différence de la période communaliste c'est ce pouvoir moribond qui dans les spasmes de son agonie trouve encore le moyen de prendre l'offensive. C'est lui qui dépêche sur les prolétaires ses bandes de sicaires armés qui vont pillant, tuant, volant, anéantissant ici comme ailleurs si nous n'y prenons garde, les conquêtes longues et pénibles de la classe ouvrière. De sorte qu'à la différence des Communards nous ne serons bientôt plus dans la situation de l'homme qui attaque et de

ce fait a des chances de vaincre, mais de l'homme acculé qui se défend, et qui ne peut qu'essayer de prolonger cette défensive en offensive victorieuse.

1) Le mouvement des masses.

Les réformistes et opportunistes de toute farine excusent leur carence en accusant les masses d'apathie et d'incompréhension. « Nous ne devons pas parler de conquête du pouvoir, d'armement du prolétariat, de peur d'effaroucher les masses ». Ce qui leur convient, ce qu'elles comprennent c'est la « défense de la République ». Ils ne voient pas, ces aveugles, que c'est justement par ces mots d'ordre que les masses s'éloignent des partis soi-disant révolutionnaires.

Les masses ne veulent pas se mobiliser et donner leur peau pour la République de M. Flandin. Elles s'écartent et s'écarteront de plus en plus des partis révolutionnaires actuels, parce que infiniment plus sages que leurs stratèges, elles sentent instinctivement que les mots d'ordre qu'on leur lance ne leur conviennent pas. Elles rejettent, en s'abstenant, une politique capitularde, mais restent là, matière à conquérir et à emmener à la bataille par un parti révolutionnaire.

Qu'on se rappelle le 6 février! Les bandes réactionnaires et fascistes réussissent un coup de main. Les masses sentent la menace et ne veulent pas la laisser passer. Quelques jours plus tard 150.000 hommes déferlent Place de la Nation clamant leur haine du fascisme et du capitalisme qui le soutient.

Dans cette semaine du 6 au 12 février on observe dans les masses la tendance spontanée à passer elles-mêmes à la construction de leurs organismes de lutte pour résister efficacement à l'ennemi, et si possible prendre l'offensive. Dans maints arrondissement de Paris se créent comme pendant la Commune des *Comités de Vigilance* rassemblant dans leur sein toute la population d'un quartier, d'un arrondissement, ne se contentant pas de réunions et de meetings, mais clamant leur volonté de passer à l'action immédiate. Si un parti révolutionnaire eut été là prenant l'initiative de faire nommer par chaque Comité de Vigilance des délégués, nous avions en peu de temps, dans cette période de crise, une nouvelle Commune.

Puis l'alerte passée, le mouvement est retombé. Battus en brèche, aussi bien à Paris qu'en banlieue, par les partis soi-disant révolutionnaires, les Comités de Vigilance se évanouis, ou dans le meilleur des cas se sont transformés en ces Comités Antifascistes invertébrés, ou ces comités locaux de coordination agences des deux bureaucraties sur la masse.

L'expérience prouve donc que dans un moment de crise profonde où s'écroule un régime politique ou économique, les masses créent spontanément les formes d'un nouveau pouvoir. Ce pouvoir s'exprime par des organismes démocratiques puisque rassemblant toute la population : comités de vigilance ou Soviets, et que ce n'est qu'à partir de ce pouvoir élémentaire et spontané des masses, que peut s'établir un pouvoir central fort, parce que reposant sur la volonté de milliers d'individus.

2) Pas de parti révolutionnaire.

Mais c'est à ce moment que la nécessité d'un parti se fait cruellement sentir. La Commune fut battue parce qu'elle n'avait pas de parti capable de prendre le pouvoir et d'entraîner les masses. Aujourd'hui nous seront battus si nous ne nous orientons pas vers la formation de ce parti.

Ce n'est pas en effet le Parti socialiste, qui bien qu'en profonde évolution reste par sa politique un parti réformiste, légaliste, partisan par la bouche de ses leaders de la défense nationale, qui peut exploiter ces mouvements de masse. Les masses ont bonne mémoire et ne confient jamais leur sort à des traîtres.

Le Parti communiste est encore bien moins, malgré les apparences, ce parti révolutionnaire. N'ayant pas de politique propre, il ne suit pas la volonté des masses et s'efforce encore bien moins de l'exprimer par une politique donnée. Il impose à cette masse des mots d'ordre fabriqués, et loin de leurs préoccupations. Dans la période actuelle il ne peut jouer qu'un rôle de frein, et les masses devront le balayer de leur route si elles veulent marcher à la conquête du pouvoir.

Si on est pénétré de cette idée qu'il faut un nouveau parti révolutionnaire, si l'on veut la victoire, et l'histoire de la Commune nous enfonce encore dans cette idée, il faut le dire, le proclamer, et se mettre hardiment à la tâche pour un regroupement révolutionnaire.

3) Pas d'armement.

L'armement des ouvriers a causé toujours une peur indicible à la bourgeoisie, et aussi à ses soutiens dans le camp prolétarien. En *juin 1848*, c'est parce que les ouvriers étaient armés et « constituaient, dit *Engels*, une force dans l'Etat », que les bourgeois républicains n'eurent pas de travail plus pressé que de se mettre à désarmer les ouvriers. Comme ceux-ci ne voulaient pas se laisser faire il en résulta les *journées de juin* où le prolétariat marqua encore d'une page rouge l'histoire de son émancipation.

En 1870, les ouvriers qui proclamèrent la République étaient tous en armes. Le premier souci des bourgeois au pouvoir fut encore de les désarmer. Cette fois ils n'y parvinrent pas. Les canons de la Garde Nationale restèrent sur la butte Montmartre et Thiers dût fuir. La Commune s'installa ensuite sur les baïonnettes et les chassepots du peuple armé. Elle succomba après une bataille militaire et un siège, c'est-à-dire quand les forces armées de

l'adversaire furent considérablement supérieures aux siennes.

Aujourd'hui la bourgeoisie n'a pas grand mal à persuader les prolétaires qu'ils ne doivent pas s'armer, puisque cette tâche est remplie par les partis prolétariens eux-mêmes!

Braves ouvriers de la Commune, vous ignorez que ce ne peut être que des « putschistes » et des aventuriers (Séverac dixit) qui puissent éprouver le besoin de défendre leur peau un fusil à la main contre la vermine fasciste e tla police « républicaine ». Si nous voulons prendre le pouvoir nous agirons sur nos ennemis par persuasion sans doute! Quant au Parti communiste extra-soucieux de la légalité, il exclut de ses rangs comme policiers et provocateurs ceux qui parlent d'armement. « Nous irons prendre les armes là où elles sont », clame Vaillant-Couturier, — avec nos poings nus bien sûr!

Nous n'allons pas conclure par là que la situation est moins bonne que lorsque la Commune prit le pouvoir. Elle peut être à beaucoup de points de vue infiniment meilleure, ne serait-ce que pour cette seule raison que les masses n'ont pas abdiqué, mais sont au contraire prêtes à entrer en lutte. Pour reprendre une expression de Trotsky sur l'Allemagne d'avant Hitler, la situation est sur « le tranchant du couteau ». Tout dépend des militants révolutionnaires.

Ou nous appellerons à la lutte intransigeante contre le fascisme et son soutien naturel, le capitalisme, *les armes à la main*, et formerons dans le feu de l'action un *nouveau parti révolutionnaire*, ou un sort pire que celui des Communards nous attend : la mort sans phrases, sans même avoir combattu.

M. MANOU.

EN U. R. S. S.

La suppression des cartes de pain

Jusqu'à présent, 55 millions de russes soviétiques recevaient des rations définies à des prix fixés et peu élevés — privilégiés — dans des centres de distribution particuliers. Le système des cartes s'appliquait au pain, à la farine, à l'orge, aux légumes, aux pommes de terre, à la viande, au lard, au sucre, au poisson, au hareng, au conserves; ensuite il engloba les vêtements, les chaussures, le linge, la laine, les aiguilles à coudre, etc...

Dans ces centres de distributions établis pour les ouvriers et les paysans, la ration quotidienne de pain était de 800 grammes pour l'ouvrier, de 400 grammes pour l'employé dans les grandes villes; en province la norme tomba à 500 et 300, et même à 200 et 100 grammes par jour dans les dures périodes de 1932-1933. En outre on recevait pour tout le mois un kilo d'orge ou de légumes, juste un kilo de pommes de terre, d'une livre à un kilo de viande, un peu de margarine, une paire de harengs, un demi-kilo de sucre. Les *oudarniki* (brigadiers de choc) recevaient de un à 2 kilos de viande par mois, du beurre et encore d'autres rations particulières.

Dans les centres de distribution mieux approvisionnés (comme ceux destinés aux ouvriers de l'industrie lourde), la norme était plus élevée. Les techniciens, les ingénieurs, les artistes, les professeurs, les étrangers, avaient leurs centres de distribution spéciaux ou ils avaient un large choix de produits fixés de toute sorte à acheter. Les meilleurs centres de distribution étaient ceux du haut personnel gouvernemental, du parti et du gouvernement qui n'étaient liés par aucune norme.

Le système compliqué des petits, grands et très grands priviléges créait une inégalité sociale en matière d'approvisionnement. Tandis qu'une ouvrière d'une usine textile de Moscou recevait une soupe au choux et un morceau de pain pour 80 kopeks, les fonctionnaires supérieurs du parti pouvait avoir un excellent menu de 5 plats au restaurant du Kremlin pour le même prix.

Dans les centres de distribution, on payait les prix suivants par kilo, en 1933 : pain noir, 27 kopeks; pain blanc, 52 kepeks; viande, 2 à 4 roubles; harengs, 3 à 10 roubles; sucre, 2 roubles; beurre, 6 à 8 roubles. (Ces chiffres, ainsi que ceux qui suivent sont empruntés a des rapports officiels de Moscou).

Le premier avril 1934, les prix du pain furent augmenté de 100 %, à 54 et 104 kopeks respectivement.

Avec ces rations, il était très difficile de s'arranger. Celui qui ne possédait pas de devises étrangères, d'or, d'argent et d'objet précieux qui auraient pu lui permettre d'acheter ses produits dans les magasins « Torgsin » à des prix modérés, était obligé de chercher à se procurer des produits alimentaires en supplément dans les « magasins commerciaux » du gouvernement, ou sur le marché (libre, ou des kholkhoz). Les magasins commerciaux sont des offices de vente gouvernementaux, dont les prix sont élevés mais néanmoins contrôlés.

Dans les magasins commerciaux établis au milieu de 1933, les prix par kilos étaient (les chiffres entre

parenthèses représentent les prix dans les centres de distribution privilégiés) :

	Roubles	Roubles
	—	—
Pain noir	2.00	(0.54)
Pain blanc	3.00	(1.04)
Viande	10 à 12	(2 à 4)
Beurre	30.00	(6 à 8)

Sur le marché les prix étaient de 2 à 4 roubles pour un litre de lait, 1 rouble par œuf, à quoi il faut ajouter les légumes et la viande. Le paysan venait au marché non pour vendre, mais pour s'y procurer du pain; il le payait en monnaie, ou l'échangeait contre du lait et des œufs.

Depuis le 1er janvier 1935, les cartes de ration pour le pain, la farine, l'orge et les légumes, sont abolies. Le système des cartes reste en vigueur pour l'instant en ce qui concerne les autres denrées périssables.

Au lieu de rations définies à des prix privilégiés, chaque consommateur reçoit maintenant autant de produits qu'il le désire, mais à des prix plus élevés.

Toute l'Union Soviétique a été divisée en 8 secteurs de prix. Les produits sont le moins cher dans le premier district (Uzbekistan, Turkmenistan) et le plus cher dans le huitième (Extrême-Orient). Moscou fait partie du troisième et Léningrad du quatrième district des prix.

L'échelle des prix dans les districts varie de la façon suivante : le pain noir de 0.80 roubles à 1.50 roubles; le pain blanc de 1.20 roubles à 2.80 roubles; la farine de 1.35 à 3.50 roubles.

Pour comparer les prix pratiqués maintenant, nous prendrons le quatrième district (Léninegrand). Dans le tableau ci-dessus, les prix privilégiés pratiqués jusqu'à présent sont entre parenthèses, et les prix commerciaux pratiqués jusqu'à présent en italiques :

	Roubles	Roubles	Roubles
	—	—	—
Pain noir	1.20	(0.54)	*2.00*
Pain blanc	2.40	(1.08)	*3.00*
Farine	4.00	(2.00)	*8.00*
Gruau	6.20	(1.00)	*10.00*
Orge perlé	4.20	(0.80)	*8.00*
Maccaroni	5.60	(1.20)	*8.00*
Pois	5.10	(0.80)	*8.00*
Haricots	5.50	(0.80)	*8.00*
Riz	10.00	(2.00)	*12.00*

On voit immédiatement une hausse extraordinaire des prix par rapport aux anciens prix privilégiés; mais cela constitue une charge sur le ménage ouvrier surtout en ce qui concerne le prix du pain, car jusqu'à présent l'ouvrier ne recevait du centre de distribution que de faibles quantités des autres produits (1).

Cette charge supplémentaire devait être compensée par une augmentation du salaire. Mais l'a-t-elle été?

Le montant total des salaires est augmenté, pour l'année budgétaire 1935, de 4.200.000.000 de roubles; il y a en Union Soviétique 22 millions de salariés, de telle sorte que chacun recevra une proportion d'environ 190 roubles par an de plus que jusqu'à présent, c'est-à-dire 16 roubles par mois.

Tout salarié doit se suffire à lui-même, et par dessus le marché doit nourrir en moyenne une bouche et demi en plus (c'est-à-dire que 55 millions de personnes doivent être nourries avec les salaires reçus par 22 millions de salariés).

Le pain qui est nécéssaire mensuellement en Russie (où le pain est le principal moyen de subsistance) est de 20 kilos par personne, ce qui fait 50 kilos et demi. Pour ces 50 kilos, l'ouvrier payait :

13.50 roubles le 1er janvier 1934;
27.00 roubles le 1er avril 1934;
60.00 roubles depuis le 1er janvier 1935.

Il y a donc pour le ménage ouvrier une charge supplémentaire de 13.50 roubles d'abord, puis ensuite de 33 roubles, soit un total de 46.50 roubles.

Pour le compenser, il y eut d'abord une augmentation de salaires le 1er avril 1934 de 10 à 15 % pour tous les employés et ouvriers qui recevaient moins de 140 roubles par mois (un total de 12.000.000 de salariés); ensuite, la présente augmentation de salaire de 16 roubles par personne.

L'augmentation totale du salaire de ces années monte donc — pour ceux :

qui gagnaient *plus* de 140 roubles mensuellement — à 16 roubles;

qui gagnaient *moins* de 140 roubles mensuellement — à 30 roubles.

qui gagnaient *moins* de 100 roubles mensuellement — à 26 roubles;

qui gagnaient *moins* de 50 roubles (1) mensuellement — à 21 roubles.

La conséquence de tout cela — évidente sur la base même des chiffres fournis officiellement à Moscou — c'est la suivante : après l'abolition des cartes de pain, la moyenne de ceux qui ont un revenu font des dépenses additionnelles se montrant à 46.50 roubles alors que leur revenu n'a augmenté que de 30 roubles; *le déficit est de 16.50 roubles, ou — si l'on considère le salaire moyen au niveau assez élevé de 140 roubles — de 12 %.*

Après l'abolition des cartes de pain, la valeur ré-

(1) L'*Humanité* du 23 avril publie un article, sous le titre : « *Le coût de la vie a baissé de 30 à 35 % en Union Soviétique* » qui confirme, sans le vouloir, les données de notre article. En effet, on y écrit : « En abolissant les cartes pour le pain, l'Etat avait fixé des prix qui, *quoique supérieurs à ceux établis pour les détenteurs de cartes*, étaient de beaucoup inférieurs à ceux qui étaient demandés par le marché ».

Plus loin, l'*Humanité* affirme que, « *en comparant les prix* (du marché libre) *de cette année à ceux de l'année dernière, on constate que le prix du pain en janvier 1935 était de 30 % plus bas, en février de 37 % et en mars de 40-45 % que les prix dans les mois correspondants de 1934* ». Mais elle n'indique par les prix en chiffres absolus.

Il suffit de se reporter à nos chiffres pour constater que cette baisse (en admettant que le pourcentage soit exact) *ne compense pas la hausse des prix par rapport au niveau garanti par le système des cartes.* Or cette *hausse* intéresse 55 millions de personnes prises avant tout dans la classe ouvrière.

En effet, là ou le pain valait 2 roubles le kilo *sur le marché libre* jusqu'en janvier, le prix fut abaissé à 1.20 roubles, toujours sur le marché libre (seul marché qui existe désormais); ce qui donne en effet une baisse de 40 %.

Mais, grâce au système des cartes, 55 millions de personnes payaient le kilo de pain 0.54 roubles. Pour elles il y a donc *une augmentation* de 0.54, à 1.20 roubles, c'est-à-dire *une augmentation réelle de plus de* 100 %.

Tels sont les faits! (*N. D. L. R.*).

(1) Selon des rapports du Commissariat du Travail, en mars 1934, environ 270.000 invalides en Union Soviétique recevaient un soutien de moins de 40 roubles par mois, et il y avait 300.000 bénéficiaires de rentes inférieures à 20 roubles.

elle du salaire russe moyen, comparé avec 1934, a diminué de 12 %.

Cependant, l'élimination des cartes de pain signifie un progrès dans l'économie prise dans son ensemble. Il y a deux ans, elle aurait été impossible. A cette époque, elle aurait conduit au chaos complet, à la guerre de chacun contre ses voisins. Actuellement, l'agriculture désorganisée et affaiblie a atteint de nouveau le point ou le pain parvient à la population entière, à la ville et à la campagne, en proportions adéquates. La plus grave crise de la Russie Soviétique — plus grave que celle qui se déroula pendant le communisme de guerre — commence à être surmontée.

Au début de 1933, une vieille travailleuse de Moscou me déclara : « Si nous avons traversé ces années de faim, nous mériterions tous l'Ordre de Lénine; nous l'avons gagné cent fois plus que les héros de la guerre civile. »

Maintenant, le pire de ces années de famine est derrière eux. Mais pourquoi cette avance doit-t-elle être payée par de nouveaux sacrifices des ouvriers? Le gouvernement soviétique s'est guidé sur les considérations suivantes :

1. Le pain est en quantité suffisante, mais même actuellement, il suffit à la population prise dans son ensemble seulement avec une certaine restriction de la consommation. Cette restriction peut être opérée soit administrativement (par les cartes de pain), ou par le moyen du marché, en abaissant le pouvoir d'achat. Actuellement, on s'est décidé pour la seconde méthode.

2. Dans les années récentes, les paysans ont supporté les charges les plus lourdes. Les mesures nouvelles déplacent la charge; *elles signifient un poids plus lourd pour les ouvriers, en faveur des paysans :* une partie des profits supplémentaires obtenus par l'augmentation des prix, sera transmis par le gouvernement aux paysans sous la forme de prix supérieurs payés par lui pour les produits agricoles.

3. La plus grande partie des profits supplémentaires du gouvernement sera investie dans l'industrie, particulièrement dans l'industrie de guerre. L'augmentation des prix est une forme spéciale, spécifique en Russie (où il ne peut pas y avoir de taxes sur la propriété), d'un renouveau de *taxation indirecte*. Les rythmes de développement de l'industrie, qui étaient quelque peu abaissés en 1933 et 1934, s'accélèrent de nouveau aux dépens de la population travailleuse des villes.

E. WOLLENBERG.

18 *janvier* 1935.

La nouvelle ère de la démocratie soviétique

Pour effacer, ne fut-ce que partiellement, la mauvaise impression produite par la répression de Staline contre les adversaires politiques, sous le couvert de la lutte contre les terroristes, on annonce une grande réforme démocratique : les kolkhoziens, en tant que membres de la société socialiste, ont les mêmes droits politiques que les ouvriers de l'industrie. Les laquais poussent à cette occasion de grands cris sur l'ouverture du règne de la véritable démocratie (mais qu'y avait-il donc jusqu'à hier?).

L'inégalité des droits électoraux des ouvriers et des paysans avait des causes sociales. La dictature du prolétariat dans une nation paysanne trouva son expression nécessaire et ouverte dans les privilèges électoraux des ouvriers. L'*inégalité* des droits présupposait, en tous cas, l'*existence* de droits. Le système soviétique donnait aux travailleurs la possibilité réelle de déterminer le sort du pays. Le pouvoir politique était concentré dans les mains de l'avant-garde, — du parti. Par l'intermédiaire des soviets et des syndicats, le parti se trouvait toujours sous la pression des masses. Par cette pression le parti se soumettait la bureaucratie soviétique.

C'est une pure absurdité que de penser que la paysannerie aurait réussi à se rééduquer socialement en deux ou trois années de collectivisation. L'antagonisme de la ville et de la campagne garde encore toute son acuité. La dictature est inconcevable même maintenant sans l'hégémonie du prolétariat sur la paysannerie. Mais l'inégalité des droits politiques des ouvriers et des paysans a perdu son contenu réel, en tant que la bureaucratie a définitivement enlevé les droits politiques aux uns et aux autres. Du point de vue de la mécanique du régime bonapartiste, la péréquation des collèges électoraux n'a rigoureusement aucune importance. La bureaucratie pourrait donner aux paysans dix fois plus de voix qu'à l'ouvrier, — le résultat serait le même, car tous ensemble et chacun en particulier ont en fin de compte un seul et unique droit : voter pour Staline.

Le vote secret peut, au premier regard, représenter une concession réelle. Mais qui se décidera à poser sa candidature contre la liste officielle? Car l'oppositionnel élu au « vote secret » sera déclaré immédiatement après les élections ennemi de classe avéré. Ainsi, le vote secret ne peut rien changer d'essentiel.

Toute la réforme représente une couverture bureaucratique, rien de plus. La nécessité même d'une telle couverture témoigne infailliblement de l'exacerbation croissante des relations entre la bureaucratie et les masses travailleuses. Ni les ouvriers ni les paysans n'ont besoin de fictions démocratiques. Tant que Staline tiendra des deux mains la gorge du prolétariat, toutes les réformes constitutionnelles resteront charlatanneries bonapartistes.

L. TROTSKY.

Le 10 février 1935.

DANS L'INTERNATIONALE

Le Parti Ouvrier Socialiste Révolutionnaire de Hollande

Le 3 mars a eu lieu le Congrès d'unification du Parti Révolutionnaire Socialiste (adhérent à la Ligue Communiste-Internationaliste) et du Parti Socialiste Indépendant hollandais.

Le P.R.S., issu partiellement du mouvement syndicaliste révolutionnaire et des communistes groupés autour du camarade H. Sneevliet, l'un des premiers cambattants de l'Internationale Communiste, avait donné en 1933 son adhésion au Secrétariat de la L.C.I. (après notre rupture définitive avec l'I.C.).

Le Parti Socialiste Indépendant avait eu une évolution semblable à celle du S.A.P. allemand. Il fut exclu comme opposition de gauche de la social-démocratie. Depuis cette époque, et surtout les soulèvements de juillet dernier (affaire du Jordaan)—qui entraînèrent l'exclusion de l'aile droite dirigée par De Kadt, — il a évolué sans cesse dans la direction du marxisme révolutionnaire.

La création du Parti Ouvrier hollandais, qui souligne la nécessité de la formation d'une nouvelle Internationale, est un événemenet important dans la vie hollandaise et internationale du prolétariat. La Hollande, est en Europe un petit pays peu important; mais hors de l'Europe elle est un grand pays colonial.

La crise générale s'est abattue aussi sur ce pays, qui était jusqu'à présent un pays de riches et gros rentiers. C'est de l'Indonésie que la bourgeoisie hollandaise tirait des surprofits coloniaux; mais cette colonie est sous la pression de l'impérialisme japonais. Des mouvements nationaux-séparatistes, et des soulèvements révolutionnaires y sont à l'ardre du jour. La révolte du cuirassé « Sept Provinces » fut pour la bourgeoisie un signal alarmant. C'est pourquoi le gouvernement Colijn commença à restreindre les libertés démocratiques et parlementaires, et porte déjà des traits bonapartistes. Au cas ou la crise s'accentuerait, et si la classe ouvrière ne se défend pas, la Hollande, elle aussi ne sera pas épargnée par le fascisme.

Pour défendre les positions politiques et économiques du prolétariat, il faut donc un parti révolutionnaire qui, sans reconnaître une pseudo-communauté d'intérêts avec la bourgeoisie, comme le fait la social-démocratie, n'agisse cependant pas exclusivement dans l'intérêt de la bureaucratie russe comme le fait le P.C.H.

La création d'un parti indépendant de la 2e et de la 3e Internationales a naturellement été violemment attaquée par les partis de ces deux « Internationales ». L'organe central des social-démocrates *Het Volk*, annonce aux membres du R.S.A.P. que dans la mesure où ils étaient jusqu'ici pour le « socialisme démocratique », ils seront transformés, pour ainsi dire sans s'en rendre compte, en communistes — et pour les réformistes hollandais c'est là naturellement la pire chose au monde! Et la *Tribune*, organe central du P.C. hollandais, déclare que le R.S.A.P. n'est qu'un obstacle au « front unique » en Hollande. Mais en Hollande il n'existe pas de « front unique » entre les 90.000 membres environ de la social-démocratie, les 310.000 membres des syndicats libres qui sont sous son influence, et les 4.000 membres à peine du P.C.H. qui n'ont pas la moindre influence dans les syndicats.

Le nouveau parti compte environ 4.500 membres et a en outre des liens étroits avec le mouvement syndical révolutionnaire indépendant, vieux déjà de 30 ans, connu sous le nom de N.A.S. (Nationales Arbeits-sekretariat : secrétariat ouvrier national) qui englobe environ 15.000 membres. Les membres du R.S.A.P. sont tenu de travailler dans les syndicats réformistes. Les éléments expulsés des syndicats réformistes viennent renforcer le N.A.S.

Les élections aux conseils provinciaux qui ont eu lieu en Hollande le 16 et 17 avril ont montré que le fascisme y devenait un danger pressant. Les nationaux-socialistes ont obtenu plus de 260.000 voix.

Le Parti Ouvrier a recueilli 50.000 voix environ, bien qu'il n'ait pas présenté de candidats dans toutes les provinces.

***

On sait que le Parti Révolutionnaire Socialiste était adhérent à la Ligue Communiste Internationaliste, et que le nouveau Parti Ouvrier s'est prononcé résolument en faveur de la IVe Internationale, et de son programme.

Lors de la Conférence des « partis socialistes indépendants », tenue à Saint-Denis le 14 février dernier, les représentants du Parti Ouvrier avaient déposé une motion précise dans ce sens. Tous les journaux réformistes et

centristes ont essayé d'étouffer la voix de nos camarades hollandais. L'*Emancipation* de Doriot, qui a publié un compte rendu « détaillé » de la Conférence, n'y a pas fait allusion.

Voici la note parue dans le *Niewe Fakkel* (organe du Parti Ouvrier) en réponse aux allégations du S.A.P. allemand :

La Neue Front *du début de mars, organe du S.A.P., publie une note sur la Conférence Internationale qui s'est tenu à Paris, en février, et dans laquelle on expose la résolution hollandaise pour la nouvelle Internationale, comme si elle n'était rien d'autre qu'une proclamation abstraite de la nouvelle Internationale.*

Cette manière d'exposer les choses est fausse et sans fondement.

Aussi bien Schmidt que Sneevliet ont exprimé tout deux tout à fait expréssément qu'ils se rendaient très bien compte qu'une nouvelle Internationale ne surgit pas par une «proclamation». Ils ont tous deux complètement reconnu les difficultés liées à la formation de la nouvelle Internationale. Mais, ils ont aussi tous deux constaté tout aussi expréssément que le début de cette œuvre devait être la reconnaissance de la nécessité de la nouvelle Internationale. *Et ils se sont refusés à vouloir troubler cette opinion par des résolution de compromis confuses et inutiles.*

Le prolétariat a avant tout besoin de clarté et de netteté dans cette question. La résolution du S.A.P. laissait tellement les portes ouvertes de tous les côtés, que même les représentants de l'Indépendant Labour Party (qui avaient un mandat impératif de voter contre la nouvelle Internationale) ont pu voter pour elle. Ils ont pu supposer que la possibilité de l'unification de la 2e et de la 3e Internationales n'était pas exclue dans la proposition du S.A.P. Nous pensons que les camarades du S.A.P., avec de telles propositions de compromis qui ne mènent à rien, et par leur abstention en face de la nette résolution hollandaise, ont rendu un mauvais service à l'idée de la nouvelle Internationale qu'ils défendent eux-mêmes.

P. J. Schmidt et H. Sneevlieet.

D'autre part, le *Baanbreker* (journal qui précéda le *Niewe Fakkel*), répondit comme suit à la social-démocratie hollandaise :

Het Volk, *sous le titre : Des scissionnistes tiennent un Congrès, déclare :*

« *Le* New Leader (*anglais*) *contient un compte rendu de la Conférence des soi-disant groupes socialistes de gauche tenue récemment à Paris. La Hollande était représentée par l'O.S.P. et le R.S.P. Le point principal à l'ordre du jour était la question de la construction d'une nouvelle Internationale. Le compte rendu indique que les plus profondes divergences d'opinion existent à ce sujet parmi les différents partis et groupes.*

« *Les Hollandais étaient partisans de la construction aussi rapide que possible de la nouvelle Internationale. Les représentants du S.A.P. allemand remarquaient qu'il serait illusoire de supposer que les ouvriers attendaient impatiemment une nouvelle Internationale. Les Polonais estimaient une nouvelle Internationale désirable, mais consideraient que la question restait du domaine théorique. Au vote, 3 groupes (les 2 partis Hollandais et le Bureau des Jeunes), se prononcèrent pour la nouvelle Internationale; 3 (I.L.P., Socialiste Suédois, et Socialiste de Gauche Norvégiens, votèrent contre, et les autres s'abstinrent »...*

Comme nous l'avons déjà indiqué dans un numéro précédent, le S.A.P. s'est surtout occupé de réunir la plus large majorité pour une déclaration purement platonique en faveur de la nouvelle Internationale. Le S.A.P. attachait une si grande importance à cette attitude qu'il vota contre la résolution des partis hollandais. Le rédacteur de Het Volk *souligne la « sagesse » du S.A.P. a ce sujet, mais nous tenons a exprimer d'une manière tout à fait claire que le travail de défrichement pour la régénération du mouvement ouvrier révolutionnaire ne s'accomode pas d'une telle « sagesse ».*

Les communistes officiels et les social-démocrates combattent l'idée de la nouvelle Quatrième Internationale *croissante, du même point de vue. On ne peut rien attendre d'autre de leur part. L'opinion des ouvriers qui croient que la nouvelle Internationale se tiendra « entre la social-démocratie et le P.C. officiel » est entièrement fausse. Celui qui développe cette idée ne fait pas mieux que ceux qui parlent de la fusion de la Seconde et de la Troisième Internationale, et en conséquence, écartent autant que possible la question du ralliement des forces ouvrières dans la Quatrième Internationale.*

Personne parmi nous n'a l'opinion absurde qu'il suffit de « proclamer » la IVe Internationale pour qu'elle devienne un facteur dans la vie politique de la classe ouvrière. Pas plus que personne ne doit s'imaginer que pour donner vie à la Quatrième Internationale on puisse s'abstenir de déployer le drapeau qui symbolise la nouvelle idée. Pour nous, nous ne nous fatiguerons pas de mettre en évidence la banqueroute progressive et rapide de la Deuxième et de la Troisième Internationales.

Lisez :

J. Martin

LES PROBLEMES REVOLUTIONNAIRES DE L'ALGERIE

1 brochure . . . . . 1 fr.

En vente à « La Lutte de Classes ».

LES LIVRES

L'IDEE SOCIALISTE, par *Henri De Man*. (Grasset, éd.).

Le volumineux ouvrage de De Man, est d'une lecture précieuse, pour celui qui veut comprendre en quoi résident les causes de l'échec fatal que rencontre le planisme lorsqu'il veut résoudre les problèmes qui se posent devant le mouvement ouvrier.

C'est dans le point de départ lui-même que consiste l'erreur fondamentale de De Man, lorsqu'il prétend créer pour le mouvement socialiste empêtré dans le réformisme les possibilités de le « dépasser » victorieusement.

En effet, au lieu de rechercher la cause des échecs dans une trahison manifeste des enseignements marxistes; dans l'incompréhension ou l'escamotage du caractère de *classe* de l'Etat bourgeois et partant de l'offensive destructive qu'il conviendrait de mener contre ses organismes, dont le rôle coercitif à l'égard des travailleurs n'est plus à démontrer; dans la transformation progressive du marxisme, doctrine *d'action* révolutionnaire, en un thème de contemplation fataliste, au lieu de celà, De Man, s'attaque violemment aux bases mêmes du socialisme scientifique, en assimilant les *idées* aux forces productrices et en les considérant, à l'égard des forces productrices, comme les causes motrices *fondamentales* de l'évolution sociale, ainsi, que des formes et directions de cette évolution.

C'est cette obstination à étudier l'évolution de la société sur un plan seulement culturel, alors que l'enchaînement des faits s'explique par l'évolution des phénomènes économiques, qui fausse la portée du livre, et ramène l'analyse presque uniquement aux mobiles spirituels. C'est la thèse qu'il avait déjà défendue dans son livre « *Au delà du Marxisme* ».

L'auteur prétend en effet prouver l'échec relatif de l'explication matérialiste de l'histoire par le fait que le prolétariat actuel ne peut avoir une culture qui serait la superstructure spirituelle d'une société qui n'existe pas encore, alors que la forme que prendrait la conscience de valeurs existantes ne peut s'orienter que vers l'ordre capitaliste. Par conséquent il ne peut en résulter pour lui, qu'une « perplexité théorique » du marxisme, que l'incorporation des idées à « l'infrastructure » éviterait.

Or, la supersturcture idéologique des phénomènes économiques, reflète tout aussi bien les contradictions que se traduisent au sein de la société par la lutte des classes, et qui, dans le domaine spirituel, provoquent cette contradiction entre l'idéologie conformiste et les idées révolutionnaires que De Man prétend reservée aux seules forces productrices en y englobant les idées.

De même chaque fois que De Man, s'efforce de donner une explication claire de l'évolution de la société et de la formation des idées, il est forcé de recourir à l'analyse des transformations économiques, notamment pour le moyen-âge dont les caractéristiques sont longuement décrites mais où l'opposition entre la classe féodale décadente et la classe bourgeoise accédant vers la puissance économique est rendue d'une manière insuffisante.

De Man, voit dans la pensée bourgeoise, heritière des impulsions chrétiennes d'affranchissement humain, la source directe de la pensée socialiste, puisque ce n'est que celle-ci, qui peut par son effort révolutionnaire résoudre la contradiction existant entre l'idée bourgeoise originelle, qui a enfanté les conceptions nouvelles par rapport à l'idéologie féodale, notamment par la valeur accordée au travail, et la réalité créée par l'accession de la bourgeoisie à la dignité de la classe dominante et l'attitude de plus en plus conservatrice que cette accession entraîne.

Mais est-ce que cette contradiction dialéctique entre l'idéologie conservatrice régnante et l'idée révolutionnaire qu'il a enfantée, est autre chose qu'un résultat de la contradiction fondamentale entre les formes de production créée par le capitalisme, contradiction dont dépend l'évolution aussi bien morale que matérielle de l'humanité?

Est-ce que la tendance, soulignée par De Man, de l'humanisme bourgeois, considérant l'homme en-soi dégagé de tout lien concret avec la réalité de l'existence, ne constitue pas une preuve excellente de la fausseté de cette méthode « métaphysique » d'observation et comment concevoir alors un enchaînement dialectique des idées si on l'isole de l'enchaînement effectif des faits dans le domaine économique, celui-ci conditionnant celui-là?

Tous les marxistes ont de tout temps affirmé le lien existant entre les formes de production capitalistes et les formes supérieures de propriété socialistes pour lesquelles la bourgeoisie crée les conditions indispensables. On demeure alors perplexe, devant l'habilité dérisoire qui consiste en transportant ce processus dans le domaine idéologique à nier la voracité de la conception marxiste alors qu'elle est évidente dans les deux cas.

De même qu'affirmer que « si l'intellectuel est un véritable créateur, sa création sera tout aussi peu affectée des considérations d'utilité et d'intérêt que s'il était seulement le porte-voix involontaire d'une voix venant d'ailleurs », est d'une erreur criante au moment où, dans la phase actuelle de la lutte des classes, les meilleurs parmi les écrivains bourgeois, accourent accomplir leur fonction de « chiens de garde » de l'ordre et de la propriété.

Après avoir ainsi affirmé l'autonomie spirituelle des intellectuels à l'égard de l'évolution sociale, l'auteur qui n'est décidement pas à une contradiction près, écrit à la page 287 : « Nous savons trop aujourd'hui que la racine de tous nos actes plonge dans nos instincst, lesquels, à leur tour, sont gouvernés par nos intérêts ». Cette contradiction est d'ailleurs la caractéristique permanente du planisme, qui après avoir affirmé la faillite du réformisme s'empresse d'éluder la lutte révolutionnaire dès qu'elle dépasse le stade de la pure phraséologie.

Très instructif est à cet égard l'exposé des regrets de De Man, sur la vanité désormais définitive du réformisme, qu'il aurait souhaité voir se survivre, étant donné « sa grande valeur éducative pour la classe ouvrière » comme si la lutte révolutionnaire n'avait pas une valeur cent fois supérieure, ne fusse que pour l'exactitude de l'analyse de la situation qu'elle exige, la rapidité et la sûreté des décisions qu'elle demande, et surtout pour la réalité qu'elle rend aux rapports entre les classes dont le réformisme masque l'antagonisme.

Il est logique dès lors, que privée des perspectives scientifiques du marxisme, la conception de De Man tend à emprunter au socialisme utopique, sa configuration de la société future et l'aiguillon qui animera l'effort prolétarien.

En effet, De Man établit une distinction très curieuse entre les intérêts immédiats du prolétariat et l'intérêt socialiste de la classe ouvrière, en général, les opposant, et attribuant aux intérêts immédiats des buts égoïstes et contraires au but final.

C'est là la sanction évidente d'un manque total de perspectives révolutionnaires, et de l'incapacité de voir que l'intérêt immédiat véritable est la lutte révolutionnaire contre le régime, alors que la politique d'abdication réformiste ou d'hésitation centriste mène inévitablement à la défaite aussi bien sur le plan immédiat que dans le développement ultérieur.

Et il n'est pas de meilleure illustration de cette impuissance, que la trahison de même De Man sacrifiant la lutte pour le Plan parce qu'elle approchait d'une phase révolutionnaire à l'intégration pour le salut de l'Etat bourgeois dans le mouvement dévaluationniste Van Zeeland, participant ainsi sous prétexte de salut national, aux contradictions catastrophiques et inguerissables de l'économie capitaliste aux dépens des fins socialistes du mouvement ouvrier.

Rechausser à l'époque présente le ssabots d'enfant avec lesquels le prolétariat fit ses premiers pas sur la scène de l'histoire, comme a dit Rosa Luxembourg, c'est entraîner le prolétariat à la catastrophe fasciste.

C'est à quoi tend la conception criminelle de faire l'économie d'une révolution, alors que c'est le pouvoir ouvrier en réalité, que l'on sacrifie.

C'est ainsi que d'une part l'on répudie en paroles le fatalisme, et l'on prêche une politique d'action, annulant d'avance toute portée à cette action, puisque l'on renonce à l'utilisation de la force et que l'on compte uniquement sur l'idéalisme face à une bouregoisie pour qui le conflit de classe armé reste une perspective permanente.

Je ne ferai pas ici une critique du Plan, qui est la conclusion du livre, me bornant à souligner l'inanité du rapprochement que De Man prétend établir entre son Plan et celui de l'U.R.S.S.

L'un est l'expression d'une organisation économique après le renversement de l'Etat bourgeois, et l'autre un projet de cette même organisation alors que le principal obstacle à sa réalisation existe, et que l'on prétend éluder la portée de cet obstacle en faussant son véritable caractère. Ce dernier rapprochement est un des traits marquants du confusionnisme de De Man qui fait appel à toutes les classes au lieu de reconnaître que deux seulement peuvent être l'axe d'une action révolutionnaire : le prolétariat ou la bourgeoisie, et que seul le prolétariat peut assurer ce rôle actuellement.

Un peu plus loin continuant la serie de ses contradictions, De Man attribue la scission de 1921 à la différence entre la situation matérielle de la couche la plus exploitée et celle de l'aristocratie ouvrière soutenant le réformisme, ce qui est encore une démonstration probante de la « primauté du culturel » ! Après avoir vainement cherché un point de jonction pour rétablir l'unité du mouvement ouvrier, De Man se félicite que la crise génératrice du fascisme ait annulé toutes les chances réformistes. On peut croire un instant, à un essai de recherche pour une voie révolutionnaire conséquente. Il n'en est rien. Ni sur le terrain international où De Man, n'a rien compris ni rien appris, ni sur le terrain national où il proclame romantique la théorie de l'insurrection ainsi que son aversion pour les méthodes révolutionnaires de lutte, De Man ne peut se montrer capable d'aucune solution vistorieuse.

Et c'est l'échec même du planisme lorsqu'il dépasse le terrain de propagande pour atteindre celui de l'action, qui démontre lumineusement ce que coûte l'abandon du marxisme révolutionnaire au moment où le mouvement ouvrier arrivé au pied du mur capitaliste n'a d'autre choix que de le briser, ou périr sous son poids dans la plus ignominieuse des abdications.

M. BRAUDO.

MANIFESTES, THESES ET RESOLUTIONS DES QUATRE PREMIERS CONGRES DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE 1919-1923. (Un fort vol. 25 frs. Librairie du Travail).

Les militants d'aujourd'hui ne connaissent plus les quatre premiers Congrès de l'I. C. Les uns (social-démocrates) n'avaient aucun intérêt à répandre des textes dont chaque ligne stigmatise la trahison; les autres (staliniens) ont étouffé la parole de Lénine et de Trotsky parce qu'elle était et continue à être la condamnation vivante de leurs errements centristes. Quant aux jeunes générations, elles ne connaissent qu'imparfaitement cette période héroïque et féconde du mouvement révolutionnaire.

A nos yeux les textes des quatre premiers Congrès ont conservé toute leur valeur. Nous pensons que c'est sur leur base que de nos jours encore, pourra s'édifier le nouveau parti révolutionnaire du prolétariat. Ce n'est pas un attachement sentimental qui nous lie aux premières manifestations de cette Internationale dont on nous a chassé, mais nous pensons que leur contenu théorique, politique, tactique est la plus importante concrétisation du marxisme-léninisme contemporain.

Le premier Congrès se tint en mars 1919, en pleine guerre civile, sous la menace des blancs. En même temps qu'il décide de former une nouvelle Internationale révolutionnaire, le Congrès analyse la situation internationale et la politique de l'Entente, et stigmatise la Société des Nations :

« La Société des Nations ne jouera que le rôle d'une sainte-alliance des capitalistes pour la répression de la révolution ouvrière. La propagation de la « Société des Nations » est le meilleur moyen pour troubler la conscience révolutionnaire de la classe ouvrière. A la place du mot d'ordre d'une Internationale des Républiques ouvrières révolutionnaires, on

lance celui d'une association internationale de prétentues démocraties, devant être atteinte par une coalition du prolétariat et des classes bourgeoises.

« La « Société des Nations » est un mot d'ordre trompeur au moyen duquel les social-traîtres sur ordre du capital international, divisent les forces prolétariennes et favorisent la contre-révolution impérialiste.

« Les prolétariats révolutionnaires de tous les pays du monde doivent mener une lutte implacable contre les idées de la Société des Nations de Wilson, et protester contre l'entrée dans cette société de vol, d'exploitation et de contre-révolution impérialiste. »

Que nos litvinoviens méditent ces paroles!

C'est également au premier Congrès que Lénine présenta ses thèses capitales sur la démocratie bourgeoise et la dictature prolétarienne. Dans les congrès qui suivront, il ne cessera de mettre en garde contre les mirages de la démocratie bourgeoise et ceux qui s'en font les défenseurs dans les rangs ouvriers :

« La vieille démocartie, c'est-à-dire la démocratie bourgeoise et le parlementarisme, était organisée de telle façon que les masses laborieuses étaient de plus en plus éloignées de l'appareil gouvernemental. Le pouvoir des Soviets c'est-à-dire la dictature du prolétariat, est au contraire construit de façon à rapprocher les masses laborieuses de l'appareil gouvernemental. »

Le premier Congrès élabore la plate-forme de l'Internationale Communiste, cette plate-forme dont nos staliniens seraient mal fondés de se réclamer. N'y déclare-t-on pas que la conquête du pouvoir gouvernemental ne peut se faire entre autres conditions que par le désarmement de la bourgeoisie et l'armement du prolétariat? Du moment qu'on traite de provocateurs ceux qui veulent former les milices du peuple pour se défendre contre les bandes fascistes, on peut bien traiter aussi de provocateurs ceux qui voudront s'emparer du pouvoir en armant les ouvriers.

Et le fameux programme de revendications immédiates, le premier Congrès ne l'aurait pas estimé bien cher, pas plus que celui du Parti S. F. I.O. d'ailleurs :

« La lutte énergique des ouvriers pour l'augmentation des salaires dans les pays dont la situation est évidemment sans espoir par son caractère impétueux et passionné, par sa tendance à la généralisation, rend impossible dorénavant les progrès de la production capitaliste. *L'amélioration de la condition des ouvriers ne pourra être atteinte que lorsque le prolétariat lui-même s'emparera de la production.* »

Le premier Congrès est traversé par un souffle d'internationalisme prolétarien, et quel stalinien oserait de nos jours reprendre ces paroles de Trotsky sur l'armée rouge :

« Lorsque viendra le moment où les frères d'Occident nous appelleront à leur secours nous répondrons : « Nous voici, pendant ce temps nous avons appris le maniement des armes, nous sommes prêts à lutter et à mourir pour la cause de la révolution mondiale! ».

C'est au deuxième Congrès (juillet 1920) que furent adoptées les 21 conditions d'adhésion à l'Internationale Communiste, en même temps que sont données aux communistes du monde entier des directives claires pour l'action. Que doivent faire les communistes dans les syndicats, dans les municipalités, dans les parlements? C'est à ces questions qu'il est fait réponse, en même temps que les thèses essentielles sur la question nationale et sur la question agraire sont fixées sur le papier et deviendront même pour les révolutionnaires futurs « la base fondamentale du marxisme contemporain ». Le Manifeste du Congrès traite des rapports entre le monde capitaliste et l'Internationale Communiste.

Comme le remarque Rakosi, le troisième Congrès s'ouvrit (juin 1921) alors que l'I. C. comprenait déjà plus de 50 sections « parmi lesquelles des grands partis de masses des pays européens les plus importants, ce qui faisait surgir des questions de tactique et d'organisation ». Mais surtout de nouveaux problèmes se posent du fait que le développement de la Révolution subit un certain ralentissement et que tarde l'écroulement du monde capitaliste. Les républiques soviétiques de Hongrie et de Bavière ont été défaites, sans que pourtant disparaisse l'espoir en une victoire rapide de la classe ouvrière. Aussi la situaiton mondiale est-elle soigneusement analysée à ce congrès, en même temps que sont fixées les nouvelles tâches de l'Internationale Communiste. Dans la thèse sur la tactique on lit :

« Le Parti communiste ne doit pas se borner à défendre le prolétariat contre les dangers qui le menacent, à parer les coups destinés aux masses ouvrières. Le Parti communiste est dans la période de la révolution mondiale de par son essence même, un parti d'attaque, un parti d'assaut contre la société capitaliste; il a pour devoir dès qu'une lutte défensive prend contre la société capitaliste de la profondeur et de l'ampleur, de l'agrandir en une offensive. Le parti a de plus, le devoir de tout faire pour conduire d'emblée les masses ouvrières à cette offensive, là où les conditions favorables sont données.

« Celui qui s'oppose à la politique de l'offensive contre la société capitaliste viole les directives du communisme. »

Dans les thèses sur la structure, la méthode et l'action des partis communistes, on lit sur la centralisation démocratique :

« La centralisation démocratique dans l'organisation du Parti communiste doit être une véritable synthèse, une fusion de la centralisation et de la démocratie prolétarienne. Cette fusion ne peut être obtenue que par une activité permanente commune, par une lutte également commune et permanente de l'ensemble du parti... Une centralisation formelle ou mécanique ne serait que la centralisation du « pouvoir » entre les mains d'une bureaucratie, en vue de dominer les autres membres du parti ou les masses du prolétariat révolutionnaire extérieures au parti. »

On voit par là que le mal qui ronge actuellement l'I. C. était clairement dénoncé dès le 3e Congrès.

D'autres thèses sur le P. C. de Russie, sur l'I. C. et l'I. S. R., sur l'action des communistes dans les coopératives, le mouvement de la jeunesse communiste, la propagande parmi les femmes sont également adoptées

La dépression au sein de la classe ouvrière s'aggrave après le 3e Congrès. Les défaites subies découragent le prolétariat. Il fallait opérer un hardi redressement dans la tactique, et c'est au quatrième Congrès (novembre 1922) que sont adoptées les thèses sur l'unité du front prolétarien :

« Le front unique n'est autre chose que l'union de tous les ouvriers décidés à lutter contre le capitalisme. »

Certaines thèses sur les questions nationale, agraire, féminine, adoptées dans les précédents congrès sont complétées, et le Congrès s'occupe en détail de chaque P. C. : P. C. français, italien, tchéco-slovaque, norvégien, danois, etc...

Après la mort de Lénine, les congrès de l'I. C. ne serviront plus qu'à marquer sous la direction du « chef bien-aimé » Staline et de sa clique la dégénérescence grandissante de l'I. C. en tant qu'instrument révolutionnaire au service du prolétariat (1). Le dernier acte de l'abandon de la politique léniniste sera marqué par l'expulsion de Trotsky et l'emprisonnement ou l'exil des meilleurs représentants de l'opposition.

Nous avons vu qu'il était faux de rendre responsable de cette dégénérescence le bolchevisme même comme le font certains révisionnistes de gauche, qui voient mal le départ entre stalinisme et léninisme.

Avec le programme du Spartakusbund et le « discours sur le programme » de Rosa Luxembourg, les thèses des quatre premiers Congrès de l'I. C. sont des bases solides sur lesquelles s'élévera, avec les leçons de l'expérience de ces quinze dernières années, le nouveau Parti communiste.

MAURICE MANOU.

(1) Le livre de Trotsky : « L'I.C. après Lénine », est le complément naturel de ce recueil sur les 4 Congrès.

A nos lecteurs

Les difficultés financières nous ont obligé à resserer en un seul les numéros d'avril, mai et juin de la LUTTE DE CLASSES, *et encore paraît-il en retard.*

D'autre part, une série d'articles prévus pour ce numéro (sur la situation en Indochine, sur le contrôle ouvrier, sur les problèmes coloniaux, sur la situation des jeunes, sur la question agraire) n'ont pu être publiés, faute de place.

En outre, les travaux du Congrès de Mulhouse *n'ont pu être abordés dans ce numéro, faute de temps. Nous le ferons dans le prochain fascicule.*

Nos trois premiers numéros ont été bien accueillis, mais cela ne suffit pas. Il faut nous aider matériellement. *Nous publions plus bas notre bilan pour janvier-février-mars, comme nous le ferons trimestriellement. Nos camarades y verront que les souscriptions ont été la ressource principale de la revue. Il faut donc recueillir avant tout des* abonnements, *et bien entendu grouper aussi des souscriptions.*

N'oublions pas que nous ne pouvons compter sur aucun appui en dehors de nos propres forces.

Les charges matérielles considérables qui retombent sur un petit nombre de camarades, rendent aussi plus malaisé le perfectionnement de la rédaction. Et pourtant, il est évident que les marxistes révolutionnaires ont une tâche d'éducation politique à remplir de premier plan. Nous voyons à quel point, même dans notre courant léniniste, on use souvent de formules baclées, on remplace par la cuisine verbale la défense scientifique des positions du marxisme! C'est pour cela que la tâche d'éducation et de mise au point politique doit être poursuivie sans défaillance.

Beaucoup de camarades considèrent la publication d'une révue comme la LUTTE DE CLASSES *d'un œil favorable, mais ils en attendent les numéros avec fatalité et nonchalence. Or, nous avons besoin, aussi pour l'examen et la propagande des positions théoriques du marxisme, non d'amateurs de littérature, mais de* combattants, *dont les seules préoccupations soient :*

Comment aider la revue ?

Comment vais-je lui procurer de l'argent, de la publicité, des lecteurs?

Ou trouver des abonnements ?

...et qui font eux-même des sacrifices personnels.

C'EST A CEUX-LA, PARTICULIÈREMENT AUX JEUNES, QUE NOUS NOUS ADRESSONS.

QU'ILS RÉPONDENT A NOTRE APPEL !

BILAN DE JANVIER A MARS

RECETTES :

Souscriptions	2.295,—
Abonnements	350,—
Vente au numéro	700,50
	3.345,50

DÉPENSES :

Impression (nos 48, 49 50 et prospectus divers)	4.120,—
Frais d'envoi et administration	72,—
	4.192,—

Déficit à fin mars — 846,50.

Le Gérant : P. NAVILLE. Imp. S.N.I.E., 32, rue Ménilmontant, Paris (20e).

Jeunes ! Militants ouvriers !

POUR CONNAITRE COMMENT LA BOURGEOISIE PREPARE ET DECLANCHE LA GUERRE, POUR DEMASQUER LA POLITIQUE MILITARISTE DE LA BOURGEOISIE FRANÇAISE, LISEZ...

Vient de paraître :

COLLECTION « ETUDES ET DOCUMENTS SUR LA GUERRE »

M. POINCARÉ ET LA GUERRE DE 1914

par **Gustave Dupin** un volume in-8° de 160 pages

Prix : 15 francs

(Pour la diffusion : 10 ex. 112 fr. 50; 18 ex. 189 fr.; 36 ex. 325 fr.)

DANS LA MEME COLLECTION :

UN LIVRE NOIR, diplomatie d'avant-guerre et de guerre d'après les documents des archives russes.

Correspondance d'Isvolsky, de Benckendorf, etc. — Rapports de Nekloudof, Sazonof et Kokovstsef. — Conférences militaires Franco-russes. — L'Emprunt russe. — La question des détroits.

6 volumes in-8° (2.000 pages), prix 150 francs; se vendent séparément :

Tome II, 1912-1914	40.—
Tome III, Livre I, 1914-1915	12.—
Livre II, 1915-1916	15.—
Livre III, 1916	18.—
Livre IV, 1914-1917	20.—
L'ABOMINABLE VENALITE DE LA PRESSE, correspondance Raffalovitch, un volume de 480 pages	25.—
LE REGNE DE LA BETE, par Gustave Dupin	9.—
LES PREUVES, le crime de droit commun, le crime diplomatique, par Mathias Morhardt	15.—
L'ANGLETERRE A VOULU LA GUERRE	5.—
LES SAVANTS AMERICAINS DEVANT LE PROBLEME DES ORIGINES DE LA GUERRE	4.—
A PROPOS DE LA GUERRE QUI VIENT	10.—
L'EPONGE DE VINAIGRE, par Raymond Lefebvre	3.—
LE FILM 1914, par Lucien Laforge	15.—
CONFERENCE SUR LES RESPONSABILITES DE LA GUERRE, par Gustave Dupin	2.—

Editions de la Librairie du Travail

17, rue de Sambre-et-Meuse, 17

PARIS-10e **C. C. P. 43.08 Paris**